

# JOURNAL OFFICIEL

**DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

PARAISANT LE JEUDI

Philippe MACHENAUD-JACQUER  
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

Matahiti 157 N° 1	<b>TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI</b>	Mahana 3 no Tenuare 2008
----------------------	---	-----------------------------

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 42 52 61

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

##### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Pages

Arrêté n° 1795 CM du 21 décembre 2007 portant modification de la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 portant réglementation générale sur la police de la circulation routière .....	5
Arrêté n° 1796 CM du 21 décembre 2007 portant inscription des déchets d'activités de soins sur la liste des matières dangereuses dont le transport est autorisé sur les voies ouvertes à la circulation routière .....	5
Arrêté n° 1797 CM du 21 décembre 2007 portant déclaration d'utilité publique et de cessibilité la réalisation des travaux d'extension de l'aérodrome de Tureia dans l'archipel des Tuamotu et de cessibilité des parcelles de terre nécessaires à cette opération .....	6
<b>EXTRAITS</b>	
Arrêté n° 1788 CM du 21 décembre 2007 portant modification de l'arrêté n° 422 CM du 22 février 2005 attribuant une indemnité de sujétions spéciales aux agents du service des transports terrestres assurant les fonctions d'expert aux épreuves pratiques du permis de conduire .....	7
Arrêté n° 1789 CM du 21 décembre 2007 portant répartition des crédits de paiement n° 9-07 de l'exercice 2007 .....	8
Arrêté n° 1790 CM du 21 décembre 2007 autorisant la location d'une partie de la parcelle de terre domaniale Teivipoto-Tepaoa sise à Aakapa, référencée commune de Nuku Hiva PV n° 688, au profit de Mme Marie-Antoinette Teikihaa .....	8
Arrêté n° 1791 CM du 21 décembre 2007 modifiant l'arrêté n° 1466 CM du 10 novembre 1998 modifié autorisant la déviation d'un ruisseau sis au droit de la parcelle C n° 25 de la terre Domaine Atimaono à Papara au profit de Mlle Caroline Yvon .....	8
Arrêté n° 1792 CM du 21 décembre 2007 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 31-07 CA/EGT du 15 novembre 2007 de l'Etablissement public des grands travaux fixant les tarifs des produits correspondant aux droits de stationnement dans le parc public de Paofai .....	8
Arrêté n° 1793 CM du 21 décembre 2007 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 32-07 CA/EGT du 15 novembre 2007 de l'Etablissement public des grands travaux relative à la rétrocession d'une emprise foncière de la rocade de Taravao .....	8
Arrêté n° 1794 CM du 21 décembre 2007 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 34-07 CA/EGT du 15 novembre 2007 de l'Etablissement public des grands travaux autorisant l'activité de prestation de service en système d'information géographique .....	8

**ARRETES DU PRESIDENT DE LA POLYNESIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES****Vice-présidence, ministère des finances, du logement, des affaires foncières  
et du développement des archipels**

Arrêté n° 307 VP du 20 décembre 2007 portant modification de l'arrêté n° 5 VP du 26 septembre 2007 relatif à la  
délégation de signature à M. Eugène Sandford, chef du service de l'informatique ..... 8

**Ministère de l'aménagement, de l'équipement, des transports terrestres et maritimes,  
des ports et aéroports****EXTRAITS**

Arrêté n° 339 MET du 20 décembre 2007 portant modification de l'arrêté n° 316 MET du 11 décembre 2007 ordonnant  
la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée  
PV 414 (plan 46) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des  
Australes ..... 9

Arrêté n° 340 MET du 20 décembre 2007 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts  
et consignations relatives aux terres cadastrées PV 301 (plan 3), PV 309 (plan 11), PV 317 (plan 18) et PV 1139  
(plan 41) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. .... 9

Arrêté n° 341 MET du 20 décembre 2007 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts  
et consignations relatives à la terre cadastrée PV 305 (plan 7) nécessaire à la construction de l'aérodrome de  
Rimatara, dans l'archipel des Australes. .... 9

Arrêté n° 342 MET du 20 décembre 2007 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts  
et consignations relatives à la terre cadastrée PV 427 (plan 30) nécessaire à la construction de l'aérodrome de  
Rimatara, dans l'archipel des Australes. .... 9

Arrêté n° 343 MET du 20 décembre 2007 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts  
et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412  
(plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. .... 10

Arrêté n° 344 MET du 20 décembre 2007 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts  
et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la  
construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. .... 10

Arrêté n° 345 MET du 20 décembre 2007 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts  
et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412  
(plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. .... 10

Arrêté n° 346 MET du 20 décembre 2007 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts  
et consignations relatives aux parcelles de terre cadastrées sous les références CB 4 et CB 7 nécessaires à la  
réalisation d'un centre d'enfouissement technique dans l'île de Bora Bora ..... 10

Arrêté n° 347 MET du 20 décembre 2007 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation  
versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées Paopaoa n° 8, Topetehau n° 21  
et Tahuatara-Tinaruga 5-7 nécessaires à la construction de l'aérodrome de Vahitahi. .... 10

**Ministère de la culture et des postes et télécommunications**

Arrêté n° 23 MCP du 21 décembre 2007 portant nomination, au titre des intérêts professionnels, des représentants,  
membres de la commission d'admission des installateurs en télécommunications ..... 10

**Ministère de la santé****EXTRAITS**

Arrêté n° 80 MSP du 20 décembre 2007 portant autorisation définitive d'ouverture et d'exploitation de l'établissement  
Magasin Market Plus ..... 11

Arrêté n° 81 MSP du 20 décembre 2007 portant autorisation d'ouverture et d'exploitation de l'établissement Roulotte  
Chez Tiare Tahiti, n° 63 376 P ..... 11

Arrêté n° 82 MSP du 20 décembre 2007 portant autorisation d'ouverture et d'exploitation de l'établissement Roulotte  
Chez Marie. .... 11

Arrêté n° 83 MSP du 20 décembre 2007 portant autorisation d'ouverture et d'exploitation de l'établissement Roulotte Temaiti .....	11
---	----

Arrêté n° 84 MSP du 20 décembre 2007 portant autorisation d'ouverture et d'exploitation de l'établissement Roulotte Chez Eloane, n° 98 792 P. ....	11
--	----

### Ministère de l'agriculture, de l'élevage et des forêts

Arrêté n° 181 MAE/SDR du 19 décembre 2007 portant délégation de signature du chef du service du développement rural à M. Yves Salmon, chef du 1er secteur agricole (îles du Vent) du service du développement rural .....	12
---	----

Arrêté n° 182 MAE/SDR du 19 décembre 2007 portant délégation de signature du chef du service du développement rural à M. Serge Amiot, chef du 2e secteur agricole (îles Sous-le-Vent) du service du développement rural .....	13
---	----

Arrêté n° 183 MAE/SDR du 19 décembre 2007 portant délégation de signature du chef du service du développement rural à M. Pierre Atai, chef du 3e secteur agricole (îles Australes) du service du développement rural .....	14
--	----

Arrêté n° 184 MAE/SDR du 19 décembre 2007 portant délégation de signature du chef du service du développement rural à Mme Karima Miri épouse Fauchon, chef du 4e secteur agricole (îles des Tuamotu-Gambier) du service du développement rural .....	15
--	----

Arrêté n° 185 MAE/SDR du 19 décembre 2007 portant délégation de signature du chef du service du développement rural à M. Christian Butin, chef du 5e secteur agricole (îles Marquises) du service du développement rural .....	16
--	----

### EXTRAITS

Arrêté n° 160 MAE du 18 décembre 2007 portant octroi d'une aide au titre de la dotation développement de l'agriculture à Mme Rosalie Faatauirā épouse Ahini. ....	17
---	----

Arrêté n° 161 MAE du 18 décembre 2007 portant octroi d'une aide au titre de la dotation au développement de l'agriculture à M. Panapa Teaurōa .....	17
---	----

Arrêté n° 162 MAE du 18 décembre 2007 portant octroi d'une aide au titre de la dotation développement de l'agriculture à Mme Monique Riria Sandford épouse Avaemai. ....	17
--	----

Arrêté n° 163 MAE du 18 décembre 2007 portant octroi d'une aide au titre de la dotation développement de l'agriculture à M. Jean-Charles Rooarii Tihopu. ....	17
---	----

Arrêté n° 164 MAE du 18 décembre 2007 portant octroi d'une aide au titre de la dotation au développement de l'agriculture à M. Pierre Clark .....	17
---	----

Arrêté n° 165 MAE du 18 décembre 2007 portant octroi d'une aide au titre de la dotation au développement de l'agriculture à M. Ernest Tahuhufaatinorau .....	18
--	----

Arrêté n° 166 MAE du 18 décembre 2007 portant octroi d'une aide au titre de la dotation au développement de l'agriculture à M. Frédéric Reupena Tiitae. ....	18
--	----

Arrêté n° 167 MAE du 18 décembre 2007 portant octroi d'une aide au titre de la dotation au développement de l'agriculture à Mme Maria Thérèse Ganahoa épouse Liou. ....	18
---	----

Arrêté n° 168 MAE du 18 décembre 2007 portant octroi d'une aide au titre de la dotation au développement de l'agriculture à Mlle Emma Monique Maui. ....	18
--	----

Arrêté n° 169 MAE du 18 décembre 2007 portant octroi d'une aide au titre de la dotation au développement de l'agriculture à M. Tepoaitu Maui .....	18
--	----

Arrêté n° 170 MAE du 18 décembre 2007 portant octroi d'une aide au titre de la dotation au développement de l'agriculture à M. Tautahi Torohia .....	18
--	----

Arrêté n° 171 MAE du 18 décembre 2007 portant octroi d'une aide au titre de la dotation au développement de l'agriculture à M. Temaunu Torohia. ....	18
--	----

Arrêté n° 172 MAE du 18 décembre 2007 portant octroi d'une aide au titre de la dotation au développement de l'agriculture à M. Paulo Lipini. ....	18
---	----

Arrêté n° 173 MAE du 18 décembre 2007 portant octroi d'une aide au titre de la dotation au développement de l'agriculture à M. Arthur Teheiura Ropati. ....	19
---	----

Arrêté n° 174 MAE du 18 décembre 2007 portant octroi d'une aide au titre de la dotation au développement de l'agriculture à M. Maire Mauri .....	19
Arrêté n° 175 MAE du 18 décembre 2007 portant octroi d'une aide au titre de la dotation au développement de l'agriculture à M. Alexis Tehei .....	19
Arrêté n° 176 MAE du 18 décembre 2007 portant octroi d'une aide au titre de la dotation au développement de l'agriculture à Mlle Marguerite Parina Maui .....	19
Arrêté n° 177 MAE du 18 décembre 2007 portant octroi d'une aide au titre de la dotation au développement de l'agriculture à Mme Tauariki Teniaro épouse Teariki .....	19
Arrêté n° 178 MAE du 18 décembre 2007 portant octroi d'une aide au titre de la dotation au développement de l'agriculture à M. Ludger Peu .....	19
Arrêté n° 179 MAE du 18 décembre 2007 portant octroi d'une aide au titre de la dotation au développement de l'agriculture à M. Tiraha Mooroa .....	19
Arrêté n° 180 MAE du 19 décembre 2007 portant cession de rouleaux d'aluminium au titre du programme de développement de la cocoteraie .....	20
Arrêté n° 186 MAE du 20 décembre 2007 portant octroi d'une aide au titre de la dotation au développement de l'agriculture à Mlle Helga Laina Maroanui .....	20

## **ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**

### **ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

Décision n° 2007-1119 du 18 décembre 2007 relative aux conditions de production, de programmation et de diffusion des émissions de la campagne audiovisuelle officielle en vue de l'élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française des 27 janvier et 10 février 2008 .....	21
Recommandation n° 2007-8 du 18 décembre 2007 du Conseil supérieur de l'audiovisuel aux services de radio et de télévision diffusés en Polynésie française en vue de l'élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française des 27 janvier et 10 février 2008 .....	23

### **ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

Institut d'émission d'outre-mer. — Cours des changes (période du 3 au 16 janvier 2008 inclus) .....	25
---	----

## **PARTIE NON OFFICIELLE**

Annonces judiciaires et légales .....	26
Annonces diverses .....	28



# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

**ARRETE n° 1795 CM du 21 décembre 2007 portant modification de la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 portant réglementation générale sur la police de la circulation routière.**

NOR : STT0702315AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'aménagement, de l'équipement, des transports terrestres et maritimes, des ports et aéroports, chargé de l'énergie et des mines,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée portant réglementation générale sur la police de la circulation routière modifiée et ses textes d'application ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 19 décembre 2007,

Arrête :

Article 1er. — Il est ajouté à l'article 107 de la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée susvisée un dernier alinéa ainsi rédigé : "Par dérogation aux dispositions précédentes, l'immatriculation personnalisée est autorisée aux propriétaires, personnes physiques ou morales de droit privé, de véhicules automobiles selon les modalités définies par arrêté pris en conseil des ministres."

Art. 2. — Il est ajouté à l'article 108 de la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée susvisée un dernier alinéa ainsi rédigé : "Par dérogation aux dispositions précédentes, l'immatriculation personnalisée est autorisée aux propriétaires, personnes physiques ou morales de droit privé, d'engins à deux roues à moteur selon les modalités définies par arrêté pris en conseil des ministres."

Art. 3. — Le ministre de l'aménagement, de l'équipement, des transports terrestres et maritimes, des ports et aéroports, chargé de l'énergie et des mines, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 décembre 2007.  
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de l'aménagement, de l'équipement,  
des transports terrestres et maritimes,  
des ports et aéroports,*  
James Narii SALMON.

**ARRETE n° 1796 CM du 21 décembre 2007 portant inscription des déchets d'activités de soins sur la liste des matières dangereuses dont le transport est autorisé sur les voies ouvertes à la circulation routière.**

NOR : STT0702451AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'aménagement, de l'équipement, des transports terrestres et maritimes, des ports et aéroports, chargé de l'énergie et des mines,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2001-81 APF du 5 juillet 2001 modifiée par la loi du pays n° 2006-21 LP/APF du 28 novembre 2006, portant réglementation de l'élimination des déchets d'activités de soins ;

Vu la délibération n° 96-104 APF du 8 août 1996 relative au transport des matières dangereuses par route ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée portant réglementation générale sur la police de la circulation routière modifiée et ses textes d'application ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 19 décembre 2007,

Arrête :

Article 1er. — En application de l'article 1er, alinéa 2, de la délibération n° 96-104 APF du 8 août 1996 susvisée relative au transport des matières dangereuses par route, les déchets d'activités de soins tels qu'ils sont définis à l'article LP. 1er de la délibération n° 2001-81 APF du 5 juillet 2001 modifiée portant réglementation de l'élimination des déchets d'activités de soins, sont inscrits sur la liste des matières dangereuses dont le transport est autorisé sur les voies ouvertes à la circulation routière.

Art. 2. — Le ministre de l'aménagement, de l'équipement, des transports terrestres et maritimes, des ports et aéroports, chargé de l'énergie et des mines, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 décembre 2007.  
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de l'aménagement, de l'équipement,  
des transports terrestres et maritimes,  
des ports et aéroports,  
James Narii SALMON.*

**ARRETE n° 1797 CM du 21 décembre 2007 portant déclaration d'utilité publique et de cessibilité la réalisation des travaux d'extension de l'aérodrome de Tureia dans l'archipel des Tuamotu et de cessibilité des parcelles de terre nécessaires à cette opération.**

NOR : DEQ0702266AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'aménagement, de l'équipement, des transports terrestres et maritimes, des ports et aéroports, chargé de l'énergie et des mines,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de l'expropriation étendu et adapté dans le territoire de la Polynésie française par la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993, le décret n° 95-323 du 23 mars 1995 et la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 ;

Vu l'arrêté n° 173 CM du 9 février 2007 ordonnant l'ouverture de deux enquêtes conjointes, l'une préalable à la déclaration d'utilité publique et l'autre parcellaire relatives à la réalisation des travaux d'extension de l'aérodrome de Tureia dans l'archipel des Tuamotu ;

Vu les rapports du commissaire enquêteur en date du 18 mai 2007 relatifs à l'utilité publique et à la cessibilité des parcelles de terre nécessaires à la réalisation des travaux d'extension de l'aérodrome de Tureia dans l'archipel des Tuamotu ;

Vu les pièces du dossier ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 19 décembre 2007,

Arrête :

Article 1er. — Est déclarée d'utilité publique la réalisation des travaux d'extension de l'aérodrome de Tureia dans l'archipel des Tuamotu.

Art. 2. — La présente déclaration est prise pour une durée de cinq années à compter de ce jour.

Art. 3. — Sont déclarées cessibles immédiatement les parcelles de terre énoncées dans les tableaux ci-dessous et nécessaires à l'opération citée à l'article 1er du présent arrêté :

N° de plan	Références cadastrales de l'emprise	Terres	Emprises en mètres carrés	Propriétaires
1	A - 447	Kuratehe	94 996	Ayants droit de Garoroua Tanefakanoho Ayants droit de Teariki Moeava né vers 1884
2	A - 445	Kurateke	16 699	Ayants droit de Maria Teataotohu Mahinui
3	A - 443	Tefara	77 200	Ayants droit de Mohau Tefanau
4	A - 12	Ahukura	40 942	Ayants droit de Vero Tekahukura
5	A - 441	Kairuki	6 840	Ayants droit de Temutu Tekahukura Ayants droit de Mereuru Tekahukura né en juillet 1909
6	A - 15	Raugarue	4 238	Ayants droit de Tetanu Mauga a Maro
7	A - 439	Raugarue	11 043	Ayants droit de Tetanu Mauga a Maro
8	A - 16	Tamoni	5 914	Ayants droit de Maruake Tauragi né vers 1857 Ayants droit de Hapai Maruake
9	A - 437	Tamoni	12 969	Ayants droit de Maruake Tauragi né vers 1857 Ayants droit de Hapai Maruake
10	A - 19	Fakatorohuga	5 128	Ayants droit de Tetauru Moeava
11	A - 436	Fakatorohuga	5 636	Ayants droit de Tetauru Moeava
12	A - 432	Katorohuga	13 359	Ayants droit de Togiri Tamaku
13	A - 433	Katorohuga	9 130	Ayants droit de Togiri Tamaku
14	A - 429	Kumegapoti	11 480	Ayants droit de Talepoo a Ruaragi
15	A - 22	Kumegapoti	3 823	Ayants droit de Talepoo a Ruaragi
16	A - 24	Kumegapoti	1 996	Ayants droit de Talepoo a Ruaragi
17	A - 25	Teahore	4 260	Ayants droit de Maro Tagata
18	A - 26	Teahore	7 092	Ayants droit de Maro Tagata
19	A - 428	Takuarofa	6 471	Ayants droit de Teariki Tauofa
20	A - 426	Teahore	4 052	Ayants droit de Purua Tanefakanoho
21	A - 424	Marigiavai	9 461	Ayants droit de Ragai Tuorokuro
22	A - 422	Nokoparamai	4 891	Ayants droit de Putautamo Ioane a Tefakahiro
23	A - 31	Matata	1 189	Ayants droit de Toarere Tekahukura
24	A - 32	Tepatitai	2 016	Ayants droit de Ragivaru Tamapito
25	A - 420	Manurerehau	4 456	Ayants droit de Teuringa a Maro

Article 4.— Le ministre de l'aménagement, de l'équipement, des transports terrestres et maritimes, des ports et aéroports, chargé de l'énergie et des mines, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 décembre 2007.  
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de l'aménagement, de l'équipement,  
des transports terrestres et maritimes,  
des ports et aéroports,*  
James Narii SALMON.

NOR : STT0702486AC

Par arrêté n° 1788 CM du 21 décembre 2007.—  
A l'article 1er de l'arrêté n° 422 CM du 22 février 2005

attribuant une indemnité de sujétions spéciales aux agents du service des transports terrestres assurant les fonctions d'expert aux épreuves pratiques du permis de conduire, les mots : "du service des transports terrestres qui sont" sont supprimés.

L'article 2 de l'arrêté n° 422 CM du 22 février 2005 est rédigé comme suit :

"Art. 2.— Cette indemnité est attribuée dans les limites fixées ainsi qu'il suit :

- agents exerçant la fonction d'expert du permis de conduire à temps plein : groupe 13 ;
- agents exerçant la fonction d'expert du permis de conduire à temps partiel : groupe 1."



NOR : SDBR0702405AC

**Par arrêté n° 1789 CM du 21 décembre 2007.**— La répartition prévisionnelle n° 9-07 des crédits de paiement du budget d'investissement de 2007 est déterminée selon l'annexe n° 1 ci-jointe.

Ministère	Chapitre	n° AP	Libellé	Total CP répartis	Fonds propres
Total général				0	0
Total chapitre 909				0	0
MEE	909	23-2000	Viabilisation des lycées et collèges (2e C Dev)	- 1 349 397	- 1 349 397
MEE	909	57-2000	Subvention à l'Eglise adventiste du 7e Jour	- 4 000 000	- 4 000 000
MEE	909	25-2002	Maintenance/Entretien des lycées et collèges	- 168 349	- 168 349
MEE	909	10-2003	Bâtiment foyer des étudiants de Lyon	- 27 000 000	- 27 000 000
MEE	909	131-2003	Equipements, aménagement et mise normes salles de formation	- 22 496	- 22 496
MEE	909	110-2003	Subvention à la direction de l'enseignement catholique	- 2 217 256	- 2 217 256
MEE	909	25-2003	Constructions et réparations de lycées et collèges	- 38 154	- 38 154
MEE	909	98-2005	Mesures conservatoires des lycées et collèges	- 78 482	- 78 482
MEE	909	161-2006	Construction internat garçons, collège de Taiohae	35 399 907	35 399 907
MEE	909	162-2006	Collège de Tahaa	- 525 057	- 525 057
MEE	909	79-2006	Subvention d'investissement à l'ENMPF	- 716	- 716

NOR : DAF0702313AC

**Par arrêté n° 1790 CM du 21 décembre 2007.**— La location d'une partie de la parcelle dépendant de la terre domaniale Teivipoto, Tepaoa sise à Aakapa, référencée commune de Nuku Hiva, PV n° 688, d'une superficie de 4 hectares 85 ares 42 centiares, est autorisée au profit de Mme Marie-Antoinette Teikihaa, à des fins agricoles.

La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Le loyer annuel est fixé à *vingt-quatre mille deux cent soixante et onze francs CFP* (24 271 F CFP) payable à l'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, à Orovini, immeuble Te Fenua. Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que la convention y afférente n'aura pas été signée dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-concéder son droit à occupation, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

En application des dispositions de l'article 2277 du code civil, les loyers pour occupation sans autorisation à compter du 1er novembre 2002, seront payables au moment de la signature de l'acte.

NOR : DAF0702212AC

**Par arrêté n° 1791 CM du 21 décembre 2007.**— A l'article 4 de l'arrêté n° 1466 CM du 10 novembre 1998 modifié autorisant la déviation d'un ruisseau sis au droit de la parcelle C n° 25 de la terre "Domaine Atimaono" à Papara, au profit de Mlle Caroline Yvon, le mot : "effectif" est remplacé par le mot : "initié".

NOR : EGT0702381AC

**Par arrêté n° 1792 CM du 21 décembre 2007.**— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 31-07 CA/EGT du 15 novembre 2007 fixant les tarifs des produits correspondant aux droits de stationnement dans le parc public de Paofai.

NOR : EGT0702382AC

**Par arrêté n° 1793 CM du 21 décembre 2007.**— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 32-07 CA/EGT du 15 novembre 2007 relative à la rétrocession d'une emprise foncière de la rocade de Taravao.

NOR : EGT0702383AC

**Par arrêté n° 1794 CM du 21 décembre 2007.**— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 34-07 CA/EGT du 15 novembre 2007 autorisant l'activité de prestation de service en système d'information géographique.

## ARRETES DU PRESIDENT DE LA POLYNESIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

**VICE-PRESIDENCE,  
MINISTRE DES FINANCES,  
DU LOGEMENT, DES AFFAIRES FONCIERES  
ET DU DEVELOPPEMENT DES ARCHIPELS**

**ARRETE n° 307 VP du 20 décembre 2007 portant modification de l'arrêté n° 5 VP du 26 septembre 2007 relatif à la délégation de signature à M. Eugène Sandford, chef du service de l'informatique.**

Le vice-président, ministre des finances, du logement, des affaires foncières et du développement des archipels, porte-parole du gouvernement,



Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 3035 PR du 21 septembre 2007 relatif aux attributions du vice-président, ministre des finances, du logement, des affaires foncières et du développement des archipels, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 85-1059 AT du 27 juin 1985 portant création du service de l'informatique ;

Vu l'arrêté n° 662 CM du 5 juillet 1985 portant définition des attributions et organisation du service de l'informatique ;

Vu l'arrêté n° 360 CM du 11 mars 1986 relatif au régime indemnitaire des agents du service de l'informatique ;

Vu l'arrêté n° 305 CM du 30 mai 2005 nommant M. Eugène Sandford en qualité de chef du service de l'informatique ;

Vu l'arrêté n° 5 VP du 26 septembre 2007 portant délégation de signature à M. Eugène Sandford, chef du service de l'informatique ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— Les articles 4 et 5 de l'arrêté n° 5 VP du 26 septembre 2007 susmentionné, sont supprimés.

Art. 2.— Les autres dispositions restent inchangées.

Art. 3.— Le chef du service de l'informatique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 décembre 2007.  
Antony GEROS.

**MINISTRE DE L'AMENAGEMENT,  
DE L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS  
TERRESTRES ET MARITIMES,  
DES PORTS ET AEROPORTS**

Par arrêté n° 339 MET du 20 décembre 2007.— Le tableau contenu à l'article 1er de l'arrêté n° 316 MET du 11 décembre 2007 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 414 (plan 46) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes est modifié ainsi qu'il suit :

Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaire
1 633	M. Hemana Hatitio

Le reste sans changement.

Par arrêté n° 340 MET du 20 décembre 2007.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 301 (plan 3), PV 309 (plan 11), PV 317 (plan 18) et PV 1139 (plan 41) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

N° de plan	Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
3	1 088	Mme Turiraamo Lenoir épouse Pea
11	874	
18	830	
41	1 612	
3	1 088	M. Hippolyte Lenoir
11	874	
18	830	
41	1 612	
3	1 088	M. Marc Lenoir
11	874	
18	830	
41	1 612	

Par arrêté n° 341 MET du 20 décembre 2007.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 305 (plan 7) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
8 321	Mme Turiraamo Lenoir épouse Pea
8 321	M. Hippolyte Lenoir
8 321	M. Marc Lenoir

Par arrêté n° 342 MET du 20 décembre 2007.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 427 (plan 30) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner		Bénéficiaire
Plan 24	Plan 30	Mme Tetahei Anania épouse Tetoe
23 960	17 393	

**Par arrêté n° 343 MET du 20 décembre 2007.**— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner				Bénéficiaire
Plan 42	Plan 46	Plan 48	Plan 50	
571	280	378	5 639	Mme Tetahei Anania épouse Tetoe

**Par arrêté n° 344 MET du 20 décembre 2007.**— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner		Bénéficiaire
Plan 24	Plan 30	
5 177	3 758	M. Eri Tupuai

**Par arrêté n° 345 MET du 20 décembre 2007.**— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner				Bénéficiaire
Plan 42	Plan 46	Plan 48	Plan 50	
123	61	81	1 219	M. Eri Tupuai

**Par arrêté n° 346 MET du 20 décembre 2007.**— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre cadastrées sous les références CB 4 et CB 7 nécessaires à la réalisation d'un centre d'enfouissement technique dans l'île de Bora Bora. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner		Bénéficiaire
CB 4	CB 7	
155 250	1 231 650	M. Rahiti Buchin

**Par arrêté n° 347 MET du 20 décembre 2007.**— Est déconsignée une partie des indemnités versées à la Caisse

des dépôts et consignations relatives aux terres Paopaoa n° 8, Topetehau n° 21 et Tahuatara - Tinaruga 5 - 7 nécessaires à la construction de l'aérodrome de Vahitahi. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Nom de la terre	Indemnité à déconsigner	Bénéficiaire
Paopaoa n° 8	69 666	Mme Rahitiupo Temutu épouse Hapaitahaa
Topetehau n° 21	3 392	
Tahuatara - Tinaruga n° 5 - 7	106 512	

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

**ARRETE n° 23 MCP du 21 décembre 2007 portant nomination, au titre des intérêts professionnels, des représentants, membres de la commission d'admission des installateurs en télécommunications.**

Le ministre de la culture et des postes et télécommunications,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 3036 PR du 21 septembre 2007 relatif aux attributions du ministre de la culture et des postes et télécommunications, chargé des nouvelles technologies de l'information ;

Vu la délibération n° 96-147 APF du 5 décembre 1996 modifiée portant création du service des postes et télécommunications ;

Vu l'arrêté n° 208 CM du 29 janvier 2004 précisant les missions du service des postes et télécommunications et fixant son organisation ;

Vu l'arrêté n° 535 CM du 22 mars 2004 fixant, en application des dispositions de l'article D. 232-7 du code des postes et télécommunications, les dispositions relatives aux installateurs admis en télécommunications en Polynésie française ;

Vu le code des postes et télécommunications en Polynésie française ;

Vu le compte rendu de la réunion du 26 mars 2007 proposant à l'administration la liste des membres, au titre des intérêts professionnels, de la commission d'admission des installateurs admis en télécommunications,

Arrête :

Article 1er.— En application des dispositions de l'article A. 232-7-2 du code des postes et télécommunications, les

représentants au titre des intérêts professionnels, nommés pour deux ans, membres de la commission d'admission des installateurs en télécommunications sont :

- Cegelec Polynésie et La boutique du téléphone en tant que titulaires ;
- Technicom et Sotelcom en tant que suppléants.

Art. 2.— Cette nomination prend effet à la date de notification aux intéressés du présent arrêté.

Art. 3.— L'arrêté n° 25 MTS du 2 mars 2006 est abrogé.

Art. 4.— Le chef du service des postes et télécommunications est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 décembre 2007.  
Jacqui DROLLET.

#### MINISTÈRE DE LA SANTÉ

**Par arrêté n° 80 MSP du 20 décembre 2007.**— Suite à la visite de conformité en date du 20 novembre 2007, Mme Patricia Cahot est autorisée à ouvrir et exploiter l'établissement "Magasin Market Plus" sis à Papara, PK 39,500, côté mer, pour les activités suivantes : commerce alimentaire, traitement de viande de boucherie, fabrication de viande hachée à la demande (1 kilogramme par mois), traitement de produits de charcuterie, traitement de poisson, tranchage, emballage, conditionnement, déconditionnement, pour un volume annuel de 1,5 tonne.

L'autorisation d'ouverture et d'exploitation de l'établissement "Magasin Market Plus" est enregistrée au centre d'hygiène et de salubrité publique sous le numéro A 0716.

**Par arrêté n° 81 MSP du 20 décembre 2007.**— Suite à la visite de conformité en date du 12 novembre 2007, Mme Graziella Frogier est autorisée à ouvrir et exploiter, pour une durée de quatre mois, l'établissement "Roulotte chez Tiare Tahiti n° 63 376 P" sis à Paea, PK 18,500, côté montagne, quartier Papehuet, numéro 13, pour les activités suivantes : préparation et vente quotidienne de 50 plats cuisinés de type grillades et frites, de plats à base de poisson cru ou cuit et de pâtisseries de type tarte à la banane à consommer sur place ou à emporter. Transformation-découpe des filières pêche, viande et volaille. Opération de décongélation et de tranchage. Traitement de légumes bruts. Vente directe au consommateur.

L'autorisation d'ouverture et d'exploitation de l'établissement "Roulotte chez Tiare Tahiti, n° 63 376 P" est enregistrée au centre d'hygiène et de salubrité publique sous le numéro A 1056.

Conformément au troisième alinéa de l'article 5 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006, à l'issue de cette période probatoire, si les conditions sanitaires sont satisfaites, l'autorisation est confirmée. Dans le cas contraire, l'autorisation provisoire peut être soit prolongée pour une période de trois mois renouvelable, soit retirée.

**Par arrêté n° 82 MSP du 20 décembre 2007.**— Suite à la visite de conformité en date du 9 novembre 2007, M. Peniamina Tautu est autorisé à ouvrir et exploiter, pour une durée de quatre mois, l'établissement "Roulotte chez Marie" sis à Haamene, Tahaa, pour les activités suivantes : préparation et vente quotidienne de 300 plats cuisinés et pâtisserie à emporter.

L'autorisation d'ouverture et d'exploitation de l'établissement "Roulotte chez Marie" est enregistrée au centre d'hygiène et de salubrité publique sous le numéro BB 0017.

Conformément au troisième alinéa de l'article 5 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006, à l'issue de cette période probatoire, si les conditions sanitaires sont satisfaites, l'autorisation est confirmée. Dans le cas contraire, l'autorisation provisoire peut être soit prolongée pour une période de trois mois renouvelable, soit retirée.

**Par arrêté n° 83 MSP du 20 décembre 2007.**— Suite à la visite de conformité en date du 29 novembre 2007, M. Serge Temaiarii Salmon est autorisé à ouvrir et exploiter, pour une durée de quatre mois, l'établissement "Roulotte Temaiti" sis à Punaauia, PK 11,200, servitude Assaud, pour les activités suivantes : préparation et vente quotidienne de 160 plats cuisinés de type grillades et frites, de plats à base de poissons cuit et cru, de produits pâtisseries de type tarte aux fruits à emporter ou à consommer sur place. Transformation-découpe des filières pêche, viande et volaille. Opérations de décongélation, de tranchage et d'emballage. Traitement de légumes bruts.

L'autorisation d'ouverture et d'exploitation de l'établissement "Roulotte Temaiti" est enregistrée au centre d'hygiène et de salubrité publique sous le numéro A 1058.

Conformément au troisième alinéa de l'article 5 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006, à l'issue de cette période probatoire, si les conditions sanitaires sont satisfaites, l'autorisation est confirmée. Dans le cas contraire, l'autorisation provisoire peut être soit prolongée pour une période de trois mois renouvelable, soit retirée.

**Par arrêté n° 84 MSP du 20 décembre 2007.**— Suite à la visite de conformité en date du 12 novembre 2007, M. Enoha Hippolyte Pater est autorisé à ouvrir et exploiter, pour une durée de quatre mois, l'établissement "Roulotte chez Eloane n° 98 792 P" sis à Paea, PK 20,600, côté montagne, pour les activités suivantes : préparation et vente quotidienne de 150 plats cuisinés de type grillades et frites, de plats à base de poisson cru ou cuit de plats cuisinés chinois de type chaomen à consommer sur place ou à emporter. Transformation-découpe des filières viande et volaille. Opérations de décongélation et cru ou cuit de tranchage. Traitement de légumes bruts. Vente directe au consommateur.

L'autorisation d'ouverture et d'exploitation de l'établissement "Roulotte chez Eloane n° 98 792 P" est enregistrée au centre d'hygiène et de salubrité publique sous le numéro A 1053.

Conformément au troisième alinéa de l'article 5 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006, à l'issue de cette période probatoire, si les conditions sanitaires sont satisfaites, l'autorisation est confirmée. Dans le cas contraire, l'autorisation provisoire peut être soit prolongée pour une période de trois mois renouvelable, soit retirée.

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,  
DE L'ÉLEVAGE ET DES FORÊTS**

**ARRETE n° 181 MAE/SDR du 19 décembre 2007 portant délégation de signature du chef du service du développement rural à M. Yves Salmon, chef du 1er secteur agricole (îles du Vent) du service du développement rural.**

Le ministre de l'agriculture, de l'élevage et des forêts,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 3040 PR du 21 septembre 2007 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, de l'élevage et des forêts ;

Vu la délibération n° 94-159 AT du 22 décembre 1994 définissant les missions du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 446 CM du 24 avril 1995 portant organisation du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 1387 CM du 17 octobre 2007 portant nomination de M. Léopold Stein en qualité de chef du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 70 MAE du 19 novembre 2007 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, de l'élevage et des forêts à M. Léopold Stein, chef du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 2886 MAG du 23 juin 1995 portant nomination de M. Yves Salmon, en qualité de chef du 1er secteur agricole des îles du Vent du service du développement rural ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Yves Salmon, chef du 1er secteur agricole (îles du Vent) du service du développement rural, à l'effet de signer au nom du chef du service du développement rural, dans les matières relevant de la compétence du 1er secteur agricole, les actes, documents et correspondances suivants :

**I - En matière de gestion du personnel :**

- a) Demandes de congés annuels des agents placés sous son autorité, à l'exception de ceux pris par son adjoint ou par les responsables des sous-secteurs agricoles rattachés au 1er secteur agricole ;
- b) Avertissement donné dans le cadre d'une procédure disciplinaire ;

**II - En matière de gestion des crédits budgétaires :**

- a) Ordres de déplacement et réquisitions de passage et de bagages correspondants, dans le cadre de missions effectuées par les agents placés sous son autorité pour des déplacements inférieurs à deux (2) jours, à l'intérieur de la zone géographique délimitant le 1er secteur agricole ;
- b) Engagement comptable et juridique des crédits qui lui sont délégués au titre du budget de la Polynésie française, à la section de fonctionnement et, dans la limite d'un plafond de 500 000 F CFP, à la section d'investissement, y compris pour les travaux en régie et à l'exception des contrats et des conventions ;
- c) Liquidation des dépenses de fonctionnement et d'investissement ;
- d) Etats de primes, frais et indemnités divers pour les agents placés sous son autorité, à l'exception des primes, frais et indemnités qui ne relèvent pas du budget du service.

**III - En matière réglementaire :**

- a) Dans le domaine sanitaire, délivrance de certificat de mise en consigne de denrées alimentaires ;
- b) Dans le domaine forestier, délivrance des autorisations d'abattage d'arbres.

Art. 2.— Délégation de signature est donnée à M. Yves Salmon, chef du 1er secteur agricole (îles du Vent) du service du développement rural, à l'effet de signer au nom du chef du service du développement rural, dans les matières relevant de la compétence du 1er secteur agricole, les actes, documents et correspondances suivants, tels que définis dans la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée :

- ceux échangés entre le SDR et les services administratifs et établissements publics dans le ressort de la seule zone géographique du 1er secteur agricole. Copies de ces actes, documents ou correspondances sont adressées au chef de service ;
- ceux adressés aux usagers du service pour l'instruction des dossiers les concernant ;
- et ceux adressés aux organismes privés, tels que les associations, les syndicats, etc. Copies de ces actes, documents ou correspondances sont adressées au chef de service.

Art. 3.— Les agents commissionnés et assermentés, placés sous l'autorité du chef du 1er secteur agricole, sont habilités à signer sous la responsabilité de ce dernier, les actes suivants lorsque ceux-ci sont effectués ou réalisés dans le ressort de la seule zone géographique du 1er secteur agricole :

- a) Dans le domaine du contrôle sanitaire :
  - autorisations d'embarquement d'animaux ;
- b) Dans le domaine du contrôle phytosanitaire :
  - certificat phytosanitaire des produits à destination des îles de la Polynésie française ;
  - procès-verbal de destruction ou de refoulement ;
  - procès-verbal de constatation d'infractions à la réglementation phytosanitaire ;
  - autorisation d'achat des pesticides à usage agricole classés en catégorie I ;
  - certificat de qualité du coprah.

Art. 4.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Yves Salmon, les délégations de signature mentionnées aux

articles 1er et 2 ci-dessus sont exercées par M. Luciano Niuaïti, adjoint au chef du 1er secteur agricole.

Art. 5.— Le chef du 1er secteur agricole et l'adjoint au chef du 1er secteur agricole du service du développement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 décembre 2007.

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef du service du développement rural,*  
Léopold STEIN.

**ARRETE n° 182 MAE/SDR du 19 décembre 2007 portant délégation de signature du chef du service du développement rural à M. Serge Amiot, chef du 2e secteur agricole (îles Sous-le-Vent) du service du développement rural.**

Le ministre de l'agriculture, de l'élevage et des forêts,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 3040 PR du 21 septembre 2007 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, de l'élevage et des forêts ;

Vu la délibération n° 94-159 AT du 22 décembre 1994 définissant les missions du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 446 CM du 24 avril 1995 portant organisation du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 1387 CM du 17 octobre 2007 portant nomination de M. Léopold Stein en qualité de chef du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 70 MAE du 19 novembre 2007 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, de l'élevage et des forêts à M. Léopold Stein, chef du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 701 MAE du 28 février 2002 portant nomination de M. Serge Amiot, en qualité de chef du 2e secteur agricole du service du développement rural ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Serge Amiot, chef du 2e secteur agricole (îles Sous-le-Vent) du service du développement rural, à l'effet de signer au nom du chef du service du développement rural, dans les matières relevant de la compétence du 2e secteur agricole, les actes, documents et correspondances suivants :

**I - En matière de gestion du personnel :**

- a) Demandes de congés annuels des agents placés sous son autorité, à l'exception de ceux pris par son adjoint ou par les responsables des sous-secteurs agricoles rattachés au 2e secteur agricole ;
- b) Avertissement donné dans le cadre d'une procédure disciplinaire ;

**II - En matière de gestion des crédits budgétaires :**

- a) Ordres de déplacement et réquisitions de passage et de bagages correspondants, dans le cadre de missions effectuées par les agents placés sous son autorité pour des déplacements inférieurs à cinq (5) jours, à l'intérieur de la zone géographique délimitant le 2e secteur agricole ;
- b) Engagement comptable et juridique des crédits qui lui sont délégués au titre du budget de la Polynésie française, à la section de fonctionnement et, dans la limite d'un plafond de 500 000 F CFP, à la section d'investissement, y compris pour les travaux en régie et à l'exception des contrats et des conventions ;
- c) Liquidation des dépenses de fonctionnement et d'investissement ;
- d) Etats de primes, frais et indemnités divers pour les agents placés sous son autorité, à l'exception des primes, frais et indemnités qui ne relèvent pas du budget du service.

**III - En matière réglementaire :**

- a) Dans le domaine sanitaire, délivrance de certificat de mise en consigne de denrées alimentaires ;
- b) Dans le domaine forestier, délivrance des autorisations d'abattage d'arbres.

Art. 2.— Délégation de signature est donnée à M. Serge Amiot, chef du 2e secteur agricole (îles Sous-le-Vent) du service du développement rural, à l'effet de signer au nom du chef du service du développement rural, dans les matières relevant de la compétence du 2e secteur agricole, les actes, documents et correspondances suivants, tels que définis dans la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée :

- ceux échangés entre le SDR et les services administratifs et établissements publics dans le ressort de la seule zone géographique du 2e secteur agricole. Copies de ces actes, documents ou correspondances sont adressées au chef de service ;
- ceux adressés aux usagers du service pour l'instruction des dossiers les concernant ;
- et ceux adressés aux organismes privés, tels que les associations, les syndicats, etc. Copies de ces actes, documents ou correspondances sont adressées au chef de service.

Art. 3.— Les agents commissionnés et assermentés, placés sous l'autorité du chef du 2e secteur agricole, sont habilités à signer sous la responsabilité de ce dernier, les actes suivants lorsque ceux-ci sont effectués ou réalisés dans le ressort de la seule zone géographique du 2e secteur agricole :

- a) Dans le domaine du contrôle sanitaire :
  - autorisations d'embarquement d'animaux ;
- b) Dans le domaine du contrôle phytosanitaire :
  - certificat phytosanitaire des produits à destination des îles de la Polynésie française ;
  - procès-verbal de destruction ou de refoulement ;

- procès-verbal de constatation d'infractions à la réglementation phytosanitaire ;
- autorisation d'achat des pesticides à usage agricole classés en catégorie I ;
- certificat de qualité du coprah.

Art. 4.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Serge Amiot, les délégations de signature mentionnées aux articles 1er et 2 ci-dessus sont exercées par M. Stéphane Tarahu, adjoint au chef du 2e secteur agricole.

Art. 5.— Le chef du 2e secteur agricole et l'adjoint au chef du 2e secteur agricole du service du développement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 décembre 2007.

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef du service du développement rural,*  
Léopold STEIN.

**ARRETE n° 183 MAE/SDR du 19 décembre 2007 portant délégation de signature du chef du service du développement rural à M. Pierre Atai, chef du 3e secteur agricole (îles Australes) du service du développement rural.**

Le ministre de l'agriculture, de l'élevage et des forêts,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 3040 PR du 21 septembre 2007 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, de l'élevage et des forêts ;

Vu la délibération n° 94-159 AT du 22 décembre 1994 définissant les missions du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 446 CM du 24 avril 1995 portant organisation du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 1387 CM du 17 octobre 2007 portant nomination de M. Léopold Stein en qualité de chef du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 70 MAE du 19 novembre 2007 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, de l'élevage et des forêts à M. Léopold Stein, chef du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 185 MAE du 7 août 2006 portant nomination de M. Pierre Atai, chef du 3e secteur agricole (îles Australes) du service du développement rural ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Pierre Atai, chef du 3e secteur agricole (îles Australes) du service du développement rural, à l'effet de signer au nom du chef du service du développement rural, dans les matières relevant de la compétence du 3e secteur agricole, les actes, documents et correspondances suivants :

I - En matière de gestion du personnel :

- a) Demandes de congés annuels des agents placés sous son autorité, à l'exception de ceux pris par son adjoint ou par les responsables des sous-secteurs agricoles rattachés au 3e secteur agricole ;
- b) Avertissement donné dans le cadre d'une procédure disciplinaire ;

II - En matière de gestion des crédits budgétaires :

- a) Ordres de déplacement et réquisitions de passage et de bagages correspondants, dans le cadre de missions effectuées par les agents placés sous son autorité pour des déplacements inférieurs à cinq (5) jours, à l'intérieur de la zone géographique délimitant le 3e secteur agricole ;
- b) Engagement comptable et juridique des crédits qui lui sont délégués au titre du budget de la Polynésie française, à la section de fonctionnement et, dans la limite d'un plafond de 500 000 F CFP, à la section d'investissement, y compris pour les travaux en régie et à l'exception des contrats et des conventions ;
- c) Liquidation des dépenses de fonctionnement et d'investissement ;
- d) Etats de primes, frais et indemnités divers pour les agents placés sous son autorité, à l'exception des primes, frais et indemnités qui ne relèvent pas du budget du service.

III - En matière réglementaire :

- a) Dans le domaine sanitaire, délivrance de certificat de mise en consigne de denrées alimentaires ;
- b) Dans le domaine forestier, délivrance des autorisations d'abattage d'arbres.

Art. 2.— Délégation de signature est donnée à M. Pierre Atai, chef du 3e secteur agricole (îles Australes) du service du développement rural, à l'effet de signer au nom du chef du service du développement rural, dans les matières relevant de la compétence du 3e secteur agricole, les actes, documents et correspondances suivants, tels que définis dans la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée :

- ceux échangés entre le SDR et les services administratifs et établissements publics dans le ressort de la seule zone géographique du 3e secteur agricole. Copies de ces actes, documents ou correspondances sont adressées au chef de service ;
- ceux adressés aux usagers du service pour l'instruction des dossiers les concernant ;
- et ceux adressés aux organismes privés, tels que les associations, les syndicats, etc. Copies de ces actes, documents ou correspondances sont adressées au chef de service.

Art. 3.— Les agents commissionnés et assermentés, placés sous l'autorité du chef du 3e secteur agricole, sont habilités à signer sous la responsabilité de ce dernier, les actes suivants lorsque ceux-ci sont effectués ou réalisés dans le ressort de la seule zone géographique du 3e secteur agricole :

- a) Dans le domaine du contrôle sanitaire :
  - autorisations d'embarquement d'animaux ;
- b) Dans le domaine du contrôle phytosanitaire :
  - certificat phytosanitaire des produits à destination des îles de la Polynésie française ;
  - procès-verbal de destruction ou de refoulement ;
  - procès-verbal de constatation d'infractions à la réglementation phytosanitaire ;
  - autorisation d'achat des pesticides à usage agricole classés en catégorie I ;
  - certificat de qualité du coprah.

Art. 4.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pierre Atai, les délégations de signature mentionnées aux articles 1er et 2 ci-dessus sont exercées par M. Charley Audouin, adjoint au chef du 3e secteur agricole.

Art. 5.— Le chef du 3e secteur agricole et l'adjoint au chef du 3e secteur agricole du service du développement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 décembre 2007.

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef du service du développement rural,*  
Léopold STEIN.

**ARRETE n° 184 MAE/SDR du 19 décembre 2007 portant délégation de signature du chef du service du développement rural à Mme Karima Miri épouse Fauchon, chef du 4e secteur agricole (îles des Tuamotu-Gambier) du service du développement rural.**

Le ministre de l'agriculture, de l'élevage et des forêts,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 3040 PR du 21 septembre 2007 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, de l'élevage et des forêts ;

Vu la délibération n° 94-159 AT du 22 décembre 1994 définissant les missions du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 446 CM du 24 avril 1995 portant organisation du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 1387 CM du 17 octobre 2007 portant nomination de M. Léopold Stein en qualité de chef du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 70 MAE du 19 novembre 2007 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, de l'élevage et des forêts à M. Léopold Stein, chef du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 71 MAE du 19 novembre 2007 portant nomination de Mme Karima Miri épouse Fauchon, en qualité de chef du 4e secteur agricole (îles des Tuamotu-Gambier) du service du développement rural ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mme Karima Miri épouse Fauchon, chef du 4e secteur agricole (îles des Tuamotu-Gambier) du service du développement rural, à l'effet de signer au nom du chef du service du développement rural, dans les matières relevant de la compétence du 4e secteur agricole, les actes, documents et correspondances suivants :

I - En matière de gestion du personnel :

- a) Demandes de congés annuels des agents placés sous son autorité, à l'exception de ceux pris par son adjoint ou par les responsables des sous-secteurs agricoles rattachés au 4e secteur agricole ;
- b) Avertissement donné dans le cadre d'une procédure disciplinaire.

II - En matière de gestion des crédits budgétaires :

- a) Ordres de déplacement et réquisitions de passage et de bagages correspondants, dans le cadre de missions effectuées par les agents placés sous son autorité pour des déplacements inférieurs à deux (2) jours, à l'intérieur de la zone géographique délimitant le 4e secteur agricole ;
- b) Engagement comptable et juridique des crédits qui lui sont délégués au titre du budget de la Polynésie française, à la section de fonctionnement et, dans la limite d'un plafond de 500 000 F CFP, à la section d'investissement, y compris pour les travaux en régie et à l'exception des contrats et des conventions ;
- c) Liquidation des dépenses de fonctionnement et d'investissement ;
- d) Etats de primes, frais et indemnités divers pour les agents placés sous son autorité, à l'exception des primes, frais et indemnités qui ne relèvent pas du budget du service.

III - En matière réglementaire :

- a) Dans le domaine sanitaire, délivrance de certificat de mise en consigne de denrées alimentaires ;
- b) Dans le domaine forestier, délivrance des autorisations d'abattage d'arbres.

Art. 2.— Délégation de signature est donnée à Mme Karima Miri épouse Fauchon, chef du 4e secteur agricole (îles des Tuamotu-Gambier) du service du développement rural, à l'effet de signer au nom du chef du service du développement rural, dans les matières relevant de la compétence du 4e secteur agricole, les actes, documents et correspondances suivants, tels que définis dans la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée :

- ceux échangés entre le SDR et les services administratifs et établissements publics dans le ressort de la seule zone géographique du 4e secteur agricole. Copies de ces actes, documents ou correspondances sont adressées au chef de service ;



- ceux adressés aux usagers du service pour l'instruction des dossiers les concernant ;
- et ceux adressés aux organismes privés, tels que les associations, les syndicats, etc. Copies de ces actes, documents ou correspondances sont adressées au chef de service.

Art. 3.— Les agents commissionnés et assermentés, placés sous l'autorité du chef du 4e secteur agricole, sont habilités à signer sous la responsabilité de ce dernier, les actes suivants lorsque ceux-ci sont effectués ou réalisés dans le ressort de la seule zone géographique du 4e secteur agricole :

- a) Dans le domaine du contrôle sanitaire :
  - autorisations d'embarquement d'animaux ;
- b) Dans le domaine du contrôle phytosanitaire :
  - certificat phytosanitaire des produits à destination des îles de la Polynésie française ;
  - procès-verbal de destruction ou de refoulement ;
  - procès-verbal de constatation d'infractions à la réglementation phytosanitaire ;
  - autorisation d'achat des pesticides à usage agricole classés en catégorie I ;
  - certificat de qualité du coprah.

Art. 4.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Karima Miri épouse Fauchon, les délégations de signature mentionnées aux articles 1er et 2 ci-dessus sont exercées par M. Philippe Tapi, adjoint au chef du 4e secteur agricole.

Art. 5.— Le chef du 4e secteur agricole et l'adjoint au chef du 4e secteur agricole du service du développement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 décembre 2007.

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef du service du développement rural,*  
Léopold STEIN.

**ARRETE n° 185 MAE/SDR du 19 décembre 2007 portant délégation de signature du chef du service du développement rural à M. Christian Butin, chef du 5e secteur agricole (îles Marquises) du service du développement rural.**

Le ministre de l'agriculture, de l'élevage et des forêts,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 3040 PR du 21 septembre 2007 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, de l'élevage et des forêts ;

Vu la délibération n° 94-159 AT du 22 décembre 1994 définissant les missions du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 446 CM du 24 avril 1995 portant organisation du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 1387 CM du 17 octobre 2007 portant nomination de M. Léopold Stein en qualité de chef du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 70 MAE du 19 novembre 2007 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, de l'élevage et des forêts à M. Léopold Stein, chef du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 71 MAP du 19 avril 2007 portant nomination de M. Christian Butin, en qualité de chef du 5e secteur agricole à compter du 1er mai 2007 ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Christian Butin, chef du 5e secteur agricole (îles Marquises) du service du développement rural, à l'effet de signer au nom du chef du service du développement rural, dans les matières relevant de la compétence du 5e secteur agricole, les actes, documents et correspondances suivants :

I - En matière de gestion du personnel :

- a) Demandes de congés annuels des agents placés sous son autorité, à l'exception de ceux pris par son adjoint ou par les responsables des sous-secteurs agricoles rattachés au 5e secteur agricole ;
- b) Avertissement donné dans le cadre d'une procédure disciplinaire.

II - En matière de gestion des crédits budgétaires :

- a) Ordres de déplacement et réquisitions de passage et de bagages correspondants, dans le cadre de missions effectuées par les agents placés sous son autorité pour des déplacements inférieurs à cinq (5) jours, à l'intérieur de la zone géographique délimitant le 5e secteur agricole ;
- b) Engagement comptable et juridique des crédits qui lui sont délégués au titre du budget de la Polynésie française, à la section de fonctionnement et, dans la limite d'un plafond de 500 000 F CFP, à la section d'investissement, y compris pour les travaux en régie et à l'exception des contrats et des conventions ;
- c) Liquidation des dépenses de fonctionnement et d'investissement ;
- d) Etats de primes, frais et indemnités divers pour les agents placés sous son autorité, à l'exception des primes, frais et indemnités qui ne relèvent pas du budget du service.

III - En matière réglementaire :

- a) Dans le domaine sanitaire, délivrance de certificat de mise en consigne de denrées alimentaires ;
- b) Dans le domaine forestier, délivrance des autorisations d'abattage d'arbres.

Art. 2.— Délégation de signature est donnée à M. Christian Butin, chef du 5e secteur agricole (îles Marquises) du service du développement rural, à l'effet de

signer au nom du chef du service du développement rural, dans les matières relevant de la compétence du 5e secteur agricole, les actes, documents et correspondances suivants, tels que définis dans la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée :

- ceux échangés entre le SDR et les services administratifs et établissements publics dans le ressort de la seule zone géographique du 5e secteur agricole. Copies de ces actes, documents ou correspondances sont adressées au chef de service ;
- ceux adressés aux usagers du service pour l'instruction des dossiers les concernant ;
- et ceux adressés aux organismes privés, tels que les associations, les syndicats, etc. Copies de ces actes, documents ou correspondances sont adressées au chef de service.

Art. 3.— Les agents commissionnés et assermentés, placés sous l'autorité du chef du 5e secteur agricole, sont habilités à signer sous la responsabilité de ce dernier, les actes suivants lorsque ceux-ci sont effectués ou réalisés dans le ressort de la seule zone géographique du 5e secteur agricole :

- a) Dans le domaine du contrôle sanitaire :
  - autorisations d'embarquement d'animaux ;
- b) Dans le domaine du contrôle phytosanitaire :
  - certificat phytosanitaire des produits à destination des îles de la Polynésie française ;
  - procès-verbal de destruction ou de refoulement ;
  - procès-verbal de constatation d'infractions à la réglementation phytosanitaire ;
  - autorisation d'achat des pesticides à usage agricole classés en catégorie I ;
  - certificat de qualité du coprah.

Art. 4.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian Butin, les délégations de signature mentionnées aux articles 1er et 2 ci-dessus sont exercées par M. Harold Hagel, adjoint au chef du 5e secteur agricole.

Art. 5.— Le chef du 5e secteur agricole et l'adjoint au chef du 5e secteur agricole du service du développement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 décembre 2007.

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef du service du développement rural,*  
Léopold STEIN.

**Par arrêté n° 160 MAE du 18 décembre 2007.**— Une aide d'un montant de 99 940 F CFP (*quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quarante francs CFP*) au titre de l'acquisition de petits équipements agricoles (titre II de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à Mme Rosalie Faataura épouse Ahini, née le 8 décembre 1947 à Maeva, Huahine, îles Sous-le-Vent, exploitante agricole à Fakarava, carte professionnelle CAPL n° 3975 délivrée le 26 janvier 2005.

Le montant éligible du petit matériel acquis s'élève à 99 940 F CFP, et le taux d'aide correspond à 100 % de ce montant éligible.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

**Par arrêté n° 161 MAE du 18 décembre 2007.**— Une aide d'un montant de 98 623 F CFP (*quatre-vingt-dix-huit mille six cent vingt-trois francs CFP*) au titre de l'acquisition de petits équipements agricoles (titre II de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à M. Panapa Teaurora, né le 3 juillet 1939 à Moerai, Rurutu, Australes, exploitant agricole à Tureia, carte professionnelle CAPL n° 3495 délivrée le 23 janvier 2006.

Le montant éligible du petit matériel acquis s'élève à 98 623 F CFP, et le taux d'aide correspond à 100 % de ce montant éligible.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

**Par arrêté n° 162 MAE du 18 décembre 2007.**— Une aide d'un montant de 97 790 F CFP (*quatre-vingt-dix-sept mille sept cent quatre-vingt-dix francs CFP*) au titre de l'acquisition de petits équipements agricoles (titre II de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à Mme Monique Riria Sandford épouse Avaemai, née le 18 mars 1947 à Papeete, Tahiti, exploitante agricole à Papara, carte professionnelle CAPL n° 11197 délivrée le 26 mai 2006.

Le montant éligible du petit matériel acquis s'élève à 97 790 F CFP, et le taux d'aide correspond à 100 % de ce montant éligible.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

**Par arrêté n° 163 MAE du 18 décembre 2007.**— Une aide d'un montant de 113 625 F CFP (*cent treize mille six cent vingt-cinq francs CFP*) au titre de l'acquisition de petits équipements agricoles (titre II de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à M. Jean-Charles Rooarii Tihopu, né le 30 octobre 1971 à Afaahiti, Tahiti, exploitant agricole à Taiarapu-Est, carte professionnelle CAPL n° 9646 délivrée le 6 juin 2005.

Le montant éligible du petit matériel acquis s'élève à 151 500 F CFP, et le taux d'aide correspond à 75 % de ce montant éligible.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

**Par arrêté n° 164 MAE du 18 décembre 2007.**— Une aide d'un montant de 146 760 F CFP (*cent quarante-six mille sept cent soixante francs CFP*) au titre de l'acquisition de petits équipements agricoles (titre II de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à M. Pierre Clark, né le 11 janvier 1937 à Papara, Tahiti, exploitant agricole à Papara, carte professionnelle CAPL n° 8112 délivrée le 22 mars 2006.

Le montant éligible du petit matériel acquis s'élève à 195 680 F CFP, et le taux d'aide correspond à 75 % de ce montant éligible.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

**Par arrêté n° 165 MAE du 18 décembre 2007.** — Une aide d'un montant de 80 127 F CFP (*quatre-vingt mille cent vingt-sept francs CFP*) au titre de l'acquisition de petits équipements agricoles (titre II de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à M. Ernest Tahuhafaatinorau, né le 4 janvier 1958 à Opoa, Raiatea, îles Sous-le-Vent, exploitant agricole à Fareatai, Opoa, carte professionnelle CAPL n° 5065 délivrée le 29 avril 2005.

Le montant éligible du petit matériel acquis s'élève à 100 159 F CFP, et le taux d'aide correspond à 80 % de ce montant éligible.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

**Par arrêté n° 166 MAE du 18 décembre 2007.** — Une aide d'un montant de 107 736 F CFP (*cent sept mille sept cent trente-six francs CFP*) au titre de l'acquisition de petits équipements agricoles (titre II de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à M. Frédéric Reupena Tiitae, né le 22 décembre 1942 à Niua, Tahaa, îles Sous-le-Vent, exploitant agricole à Puohine, PK 49, côté montagne, carte professionnelle CAPL n° 1444 délivrée le 23 mars 2006.

Le montant éligible du petit matériel acquis s'élève à 134 671 F CFP, et le taux d'aide correspond à 80 % de ce montant éligible.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

**Par arrêté n° 167 MAE du 18 décembre 2007.** — Une aide d'un montant de 100 000 F CFP (*cent mille francs CFP*) au titre de l'acquisition de petits équipements agricoles (titre II de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à Mme Maria Thérèse Ganahoa épouse Liou, née le 3 octobre 1959 à Papeete, Tahiti, exploitante agricole à Hikueru, carte professionnelle CAPL n° 6167 délivrée le 15 septembre 2006.

Le montant éligible du petit matériel acquis s'élève à 100 000 F CFP, et le taux d'aide correspond à 100 % de ce montant éligible.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

**Par arrêté n° 168 MAE du 18 décembre 2007.** — Une aide d'un montant de 88 473 F CFP (*quatre-vingt-huit mille quatre cent soixante-treize francs CFP*) au titre de l'acquisition de petits équipements agricoles (titre II de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à Mlle Emma Monique Maui, née le 26 janvier 1974 à Taenga, Tuamotu, exploitante

agricole à Anuanuraro, Hao, carte professionnelle CAPL n° 11610 délivrée le 25 septembre 2006.

Le montant éligible du petit matériel acquis s'élève à 88 473 F CFP, et le taux d'aide correspond à 100 % de ce montant éligible.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

**Par arrêté n° 169 MAE du 18 décembre 2007.** — Une aide d'un montant de 88 194 F CFP (*quatre-vingt-huit mille cent quatre-vingt-quatorze francs CFP*) au titre de l'acquisition de petits équipements agricoles (titre II de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à M. Tepoaitu Maui, né le 1er novembre 1941 à Raroia, Tuamotu, exploitant agricole à Anuanuraro, Hao, carte professionnelle CAPL n° 11609 délivrée le 25 septembre 2006.

Le montant éligible du petit matériel acquis s'élève à 88 194 F CFP, et le taux d'aide correspond à 100 % de ce montant éligible.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

**Par arrêté n° 170 MAE du 18 décembre 2007.** — Une aide d'un montant de 96 850 F CFP (*quatre-vingt-seize mille huit cent cinquante francs CFP*) au titre de l'acquisition de petits équipements agricoles (titre II de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à M. Tautahi Torohia, né le 11 septembre 1951 à Papeete, Tahiti, exploitant agricole à Niau, carte professionnelle CAPL n° 7564 délivrée le 26 septembre 2006.

Le montant éligible du petit matériel acquis s'élève à 96 850 F CFP, et le taux d'aide correspond à 100 % de ce montant éligible.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

**Par arrêté n° 171 MAE du 18 décembre 2007.** — Une aide d'un montant de 100 000 F CFP (*cent mille francs CFP*) au titre de l'acquisition de petits équipements agricoles (titre II de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à M. Temaunu Torohia, né le 20 octobre 1984 à Niau, Tuamotu, exploitant agricole à Niau, carte professionnelle CAPL n° 11632 délivrée le 26 septembre 2006.

Le montant éligible du petit matériel acquis s'élève à 100 000 F CFP, et le taux d'aide correspond à 100 % de ce montant éligible.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

**Par arrêté n° 172 MAE du 18 décembre 2007.** — Une aide d'un montant de 95 600 F CFP (*quatre-vingt-quinze mille six cents francs CFP*) au titre de l'acquisition de petits

équipements agricoles (titre II de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à M. Paulo Lipini, né le 14 novembre 1939 à Rimatara, Australes, exploitant agricole à Papara, carte professionnelle CAPL n° 8220 délivrée le 16 août 2006.

Le montant éligible du petit matériel acquis s'élève à 95 600 F CFP, et le taux d'aide correspond à 100 % de ce montant éligible.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

**Par arrêté n° 173 MAE du 18 décembre 2007.**— Une aide d'un montant de 85 319 F CFP (*quatre-vingt-cinq mille trois cent dix-neuf francs CFP*) au titre de l'acquisition de petits équipements agricoles (titre II de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à M. Arthur Teheira Ropati, né le 7 juillet 1943 à Fitii, Huahine, îles Sous-le-Vent, exploitant agricole à Tiputa, carte professionnelle CAPL n° 11598 délivrée le 25 septembre 2006.

Le montant éligible du petit matériel acquis s'élève à 85 319 F CFP, et le taux d'aide correspond à 100 % de ce montant éligible.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

**Par arrêté n° 174 MAE du 18 décembre 2007.**— Une aide d'un montant de 85 319 F CFP (*quatre-vingt-cinq mille trois cent dix-neuf francs CFP*) au titre de l'acquisition de petits équipements agricoles (titre II de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à M. Maire Mauri, né le 27 novembre 1941 à Rangiroa, Tuamotu, exploitant agricole à Tiputa, Rangiroa, carte professionnelle CAPL n° 11599 délivrée le 25 septembre 2006.

Le montant éligible du petit matériel acquis s'élève à 85 319 F CFP, et le taux d'aide correspond à 100 % de ce montant éligible.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

**Par arrêté n° 175 MAE du 18 décembre 2007.**— Une aide d'un montant de 98 450 F CFP (*quatre-vingt-dix-huit mille quatre cent cinquante francs CFP*) au titre de l'acquisition de petits équipements agricoles (titre II de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à M. Alexis Tehei, né le 21 janvier 1987 à Papeete, Tahiti, exploitant agricole à Niau, carte professionnelle CAPL n° 11709 délivrée le 26 septembre 2006.

Le montant éligible du petit matériel acquis s'élève à 98 450 F CFP, et le taux d'aide correspond à 100 % de ce montant éligible.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

**Par arrêté n° 176 MAE du 18 décembre 2007.**— Une aide d'un montant de 124 650 F CFP (*cent vingt-quatre mille six cent cinquante francs CFP*) au titre de l'acquisition de petits équipements agricoles (titre II de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à Mlle Marguerite Parina Maui, née le 11 août 1976 à Papeete, Tahiti, exploitante agricole à Hereheretue, carte professionnelle CAPL n° 10001 délivrée le 3 mai 2006.

Le montant éligible du petit matériel acquis s'élève à 166 200 F CFP, et le taux d'aide correspond à 75 % de ce montant éligible.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

**Par arrêté n° 177 MAE du 18 décembre 2007.**— Une aide d'un montant de 98 908 F CFP (*quatre-vingt-dix-huit mille neuf cent huit francs CFP*) au titre de l'acquisition de petits équipements agricoles (titre II de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à Mme Tauariki Teniaro épouse Teariki, née le 23 août 1946 à Nukutavake, Tuamotu, exploitante agricole à Nukutavake, carte professionnelle CAPL n° 11398 délivrée le 26 juillet 2006.

Le montant éligible du petit matériel acquis s'élève à 98 908 F CFP, et le taux d'aide correspond à 100 % de ce montant éligible.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

**Par arrêté n° 178 MAE du 18 décembre 2007.**— Une aide d'un montant de 96 024 F CFP (*quatre-vingt-seize mille vingt-quatre francs CFP*) au titre de l'acquisition de petits équipements agricoles (titre II de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à M. Ludger Peu, né le 12 mars 1979 à Hakahau, Ua Pou, exploitant agricole dans la vallée Hoata, carte professionnelle CAPL n° 7516 délivrée le 20 juin 2006.

Le montant éligible du petit matériel acquis s'élève à 120 031 F CFP, et le taux d'aide correspond à 80 % de ce montant éligible.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

**Par arrêté n° 179 MAE du 18 décembre 2007.**— Une aide d'un montant de 83 968 F CFP (*quatre-vingt-trois mille neuf cent soixante-huit francs CFP*) au titre de l'acquisition de petits équipements agricoles (titre II de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à M. Tiraha Mooroa, né le 20 novembre 1971 à Amaru, Rimatara, Australes, exploitant agricole à Amaru, Rimatara, carte professionnelle CAPL n° 639 délivrée le 28 mars 2006.

Le montant éligible du petit matériel acquis s'élève à 104 960 F CFP, et le taux d'aide correspond à 80 % de ce montant éligible.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

**Par arrêté n° 180 MAE du 19 décembre 2007.**— Au titre du programme de soutien au développement de la cocoteraie mis en place dans le cadre du budget de la Polynésie française, des rouleaux d'aluminium sont attribués aux bénéficiaires ci-après désignés :

Prénom - Nom	Ile	Attribution	Participation bénéficiaire (F CFP)	Participation de la Polynésie française (F CFP)	
				Achat	Fret maritime
1 - Association Te Hotu O Te Fenua O Haapu	Huahine	5 rouleaux d'aluminium	46 500	214 175	676
2 - Teriinohorai Faarea	Rangiroa	1 rouleau d'aluminium	9 300	42 835	550
3 - Arieta Firuu	Maupiti	2 rouleaux d'aluminium	18 600	85 670	270
4 - Félix Henry	Tikehau	2 rouleaux d'aluminium	18 600	85 670	1 061
5 - Louis Mercier	Moorea	1 rouleau d'aluminium	9 300	42 835	0
6 - Henri Oliver	Moorea	4 rouleaux d'aluminium	37 200	171 340	0
7 - Frédéric Richmond	Rangiroa	2 rouleaux d'aluminium	18 600	85 670	1061
Total		17 rouleaux	158 100	728 195	3 618

La participation des bénéficiaires et de la Polynésie française est répartie de la manière suivante :

Type de matériel	Quantité	Coût unitaire F CFP	Montant de la participation des bénéficiaires F CFP	Montant de la participation de la Polynésie française F CFP
Rouleau d'aluminium	17	52 135	158 150 (18 %)	728 195 (82 %)
Total			158 150	731 813

Les frais de transport maritime de Tahiti vers les îles sont pris en charge en totalité par la Polynésie française. Pour l'achat des rouleaux d'aluminium, la Polynésie française fait l'avance de la participation des bénéficiaires. L'imputation budgétaire s'effectue en fonctionnement au chapitre 965-01, article 652, code 74019-F.

Les bénéficiaires devront régler leur quote-part avant le 20 décembre 2007.

**Par arrêté n° 186 MAE du 20 décembre 2007.**— Une aide d'un montant de 100 000 F CFP (*cent mille francs CFP*) au titre de l'acquisition de petits équipements agricoles (titre II de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à Mlle Helga Laina Maroanui, née le 9 septembre 1985 à Moerai, Rurutu, exploitante agricole à Hauti, Rurutu, carte professionnelle CAPL n° 10744 délivrée le 14 février 2006.

Le montant éligible du petit matériel acquis s'élève à 100 000 F CFP, et le taux d'aide correspond à 100 % de ce montant éligible.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 965-01, article 652.

## ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

**DECISION n° 2007-1119 du 18 décembre 2007 relative aux conditions de production, de programmation et de diffusion des émissions de la campagne audiovisuelle officielle en vue de l'élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française des 27 janvier et 10 février 2008.**

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel,

Vu le code électoral ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 2007-1719 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française ;

Vu la loi n° 2007-1720 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française ;

Vu la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication, et notamment son article 16 ;

Vu le décret n° 2007-1728 du 8 décembre 2007 portant convocation des électeurs pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'avis du gouvernement de la Polynésie française n° 1687 CM du 13 décembre 2007 ;

Après en avoir délibéré,

Décide :

**Article 1er.**— Les listes souhaitant, conformément à l'article L. 414 du code électoral, mettre en commun leur temps de parole, doivent le faire savoir au chargé de production désigné par le coordinateur mentionné à l'article 38 au plus tard l'avant-veille de l'enregistrement.

**Art. 2.**— L'ordre de passage des interventions pour chacun des jours de la campagne sera déterminé par tirage au sort au siège du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

L'ordre de passage des interventions sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de la Polynésie française.

**Art. 3.**— Les listes dont la candidature a été régulièrement enregistrée sont invitées à faire connaître au chargé de production désigné par le coordinateur, au plus tard le jour du tirage au sort, le nom de la ou des personnes qu'elles mandatent pour effectuer en leur nom les différentes formalités prévues par la présente décision.

**Art. 4.**— Les personnels participant à la production et à la diffusion des émissions sont tenus, en ce qui concerne les opérations mentionnées dans la présente décision, à une stricte confidentialité.

**Art. 5.**— Les difficultés que pourrait soulever l'interprétation ou l'application de la présente décision sont tranchées par un des représentants du Conseil supérieur de l'audiovisuel mentionnés à l'article 37.

#### TITRE 1ER INTERVENTIONS

**Art. 6.**— Les listes peuvent inviter des tiers à participer à leurs interventions dès lors que ceux-ci n'ont pas la qualité de collaborateur de la société Réseau France Outre-mer (RFO) et de la société Tahiti Nui Télévision (TNTV).

Le nombre d'intervenants ne peut être supérieur à trois.

**Art. 7.**— Au cours des émissions, les intervenants s'expriment librement.

Ils ne peuvent toutefois, conformément aux lois en vigueur :

- mettre en péril l'ordre public ou la sécurité des personnes et des biens ;
- recourir à tout moyen d'expression portant atteinte à la dignité de la personne humaine, à l'honneur et à la considération d'autrui ;
- porter atteinte aux secrets protégés par la loi ;
- tenir des propos à caractère publicitaire, au sens de la réglementation sur la publicité et le parrainage ;
- procéder à des appels de fonds.

Ils ne peuvent en outre :

- recourir à tout moyen d'expression ayant pour effet de tourner en dérision les représentants d'autres listes ;
- apparaître dans l'enceinte des bâtiments officiels, locaux ou nationaux ;
- faire apparaître des éléments, des lieux et bâtiments susceptibles de constituer une référence commerciale ou publicitaire ;

- faire usage de l'emblème national ;
- utiliser l'hymne national ;
- utiliser des documents visuels ou sonores faisant apparaître des personnalités de la vie publique française, sans l'accord écrit de ces personnalités ou de leurs ayants droit.

Art. 8.— Les émissions doivent également respecter les règles suivantes :

- aucun numéro d'appel téléphonique ou télématique gratuit ne peut être porté à la connaissance du public, en application de l'article L. 50-1 du code électoral ;
- lorsque des œuvres, musicales ou autres, sont utilisées, il appartient à la liste ou à son représentant de s'assurer du respect de l'ensemble des droits y afférents.

Art. 9.— Si une liste souhaite intervenir en partie dans une langue locale (le tahitien, le marquisien, le paumotu et le mangarevien), elle doit en informer le chargé de production désigné par le coordinateur au plus tard la veille de l'enregistrement.

Art. 10.— Lorsqu'une liste n'utilise pas au cours d'une intervention la totalité du temps d'antenne qui lui a été alloué, elle ne peut pas obtenir le report du reliquat sur une autre de ses interventions ni céder ce reliquat à une autre liste.

Art. 11.— Si une liste renonce à utiliser tout ou partie du temps d'intervention qui lui est attribué, les interventions des autres listes sont avancées de telle sorte qu'elles succèdent immédiatement à l'intervention précédente ou au générique du début des émissions de la campagne officielle.

Art. 12.— Une liste peut utiliser tout ou partie de l'enregistrement d'une intervention dont elle a précédemment bénéficié, dans la ou les autres interventions qui lui sont attribuées.

Art. 13.— Les interventions sont produites dans les conditions techniques définies au titre 2 de la présente décision.

## TITRE 2 PRODUCTION

Art. 14.— La société Réseau France Outre-mer (RFO) assure la production des émissions de la campagne officielle.

Art. 15.— Les émissions de la campagne officielle sont produites dans un studio et des salles de post-production de la société Réseau France Outre-mer (RFO) en Polynésie française (Faa'a).

Art. 16.— Le représentant du Conseil supérieur de l'audiovisuel et le coordinateur s'assurent que les enregistrements et les montages se déroulent conformément aux dispositions prévues par la présente décision.

Art. 17.— Les horaires auxquels les listes procèdent à l'enregistrement et au montage de leurs interventions sont fixés par le chargé de production désigné par le coordinateur. Ces horaires sont établis en fonction de l'ordre de diffusion issu du tirage au sort et des contraintes de production. Ils doivent impérativement être respectés par les listes.

### Chapitre Ier Les émissions télévisées

Art. 18.— La réalisation de chacune des interventions est assurée par un réalisateur désigné par le Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Art. 19.— Les listes ont la faculté d'être assistées par des personnes qui ne peuvent ni se substituer au personnel responsable de la réalisation de l'intervention, ni modifier les conditions techniques de l'enregistrement et du montage.

Deux de ces personnes, au maximum, ont accès au studio et à la salle de montage.

Leurs noms ainsi que ceux des intervenants doivent être communiqués par les listes au chargé de production désigné par le coordinateur au plus tard la veille de l'enregistrement.

Art. 20.— Le temps imparti au maquillage, à la préparation, à l'enregistrement et au montage de l'intervention est de trois heures avec un temps minimum décompté d'une heure pour le maquillage, la préparation et l'enregistrement d'une part et d'une heure pour le montage d'autre part.

Art. 21.— Les enregistrements ont lieu dans un décor fixe.

Les listes ont la faculté d'apporter dans le décor fixe des documents visuels ou sonores à l'exclusion de tout document vidéographique. Ces éléments doivent être installés dans la durée prévue à l'article 20, être compatibles avec les moyens mis à disposition, et répondre aux conditions fixées aux articles 7 et 8.

Les listes ont la faculté d'apporter des éléments musicaux dont la lecture est compatible avec les moyens mis à leur disposition. Ces éléments doivent répondre aux conditions fixées aux articles 7 et 8.

Les listes ont la faculté de faire apparaître leurs logos ou emblèmes en incrustation dans l'écran.

Art. 22.— Pour chaque enregistrement, il est mis à la disposition des listes un studio associé à une régie. Cette dernière comporte :

- un mélangeur vidéo ;
- trois caméras ;
- trois magnétoscopes DVC Pro ;
- un lecteur enregistreur DVD ;
- un téléprompteur.

Art. 23.— Les listes doivent indiquer lors de la prise de rendez-vous si elles utilisent le téléprompteur. Dans ce cas, les listes doivent remettre au plus tard deux heures avant le début de l'enregistrement le texte de l'intervention sur une disquette conforme aux spécifications définies dans le dossier technique.

Si les listes souhaitent que le texte de l'intervention soit saisi sur disquette par l'équipe de production, elles doivent remettre ce texte au plus tard la veille de l'enregistrement.

Art. 24.— Un lieu de post-production est affecté au montage des émissions. Il comporte :

- un système de montage numérique assisté par ordinateur ;
- deux magnétoscopes dont un DVC Pro ;
- un lecteur enregistreur DVD ;
- un ordinateur PAD radio.



Art. 25.— La mise à disposition d'équipements sonores et visuels exclut l'utilisation par les listes de tout autre appareil.

## Chapitre 2 Emissions radiophoniques

Art. 26.— Les émissions radiophoniques sont réalisées à partir de la bande son des émissions télévisées. Il sera procédé à un montage des bandes son afin d'éviter les silences à l'antenne.

## Chapitre 3 Dispositions communes

Art. 27.— En cas d'incident technique non imputable aux listes, les durées prévues à l'article 20 de la présente décision sont prolongées d'une durée égale à celle de cet incident.

Art. 28.— A la fin du montage de chaque émission, l'une des personnes mandatées par la liste signe un bon à diffuser. A défaut, la liste est réputée avoir renoncé à la diffusion de son intervention.

Le bon à diffuser est cosigné par le représentant du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Art. 29.— Les émissions de la campagne audiovisuelle officielle ne peuvent être reprises, même sous forme d'extrait, par un service de radio ou de télévision.

Art. 30.— Les enregistrements des émissions diffusées dans le cadre de la présente décision sont conservés pendant la durée de la campagne officielle et déposés, à l'issue de celle-ci, à l'Institut national de l'audiovisuel.

Art. 31.— Les interventions à la télévision et à la radio sont précédées et suivies d'annonces. Avant chaque intervention est indiqué le nom de la liste. Après chaque intervention, le nom de la liste est rappelé et les prénoms et noms des intervenants à l'antenne sont indiqués. Ces annonces sont lues par un collaborateur désigné par le coordinateur. Le temps nécessaire à ces annonces n'est pas pris sur le temps d'intervention alloué aux listes.

## TITRE 3 PROGRAMMATION

Art. 32.— Les émissions de la campagne officielle sont programmées du lundi 21 janvier au vendredi 25 janvier 2008, pour le premier tour, et du lundi 4 février au vendredi 8 février 2008, en cas de second tour.

Art. 33.— Les émissions de la campagne officielle sont programmées par la société Réseau France Outre-mer (RFO) :

- en radio, vers 12 heures 45, après les sessions d'information de la mi-journée ;
- en télévision, vers 19 heures 30, après le journal télévisé en français.

Art. 34.— Les émissions de la campagne officielle doivent être mentionnées dans les avant-programmes et faire l'objet de bandes annonces diffusées à des heures d'écoute favorable.

## TITRE 4 DIFFUSION

Art. 35.— La transmission et la diffusion des émissions de la campagne officielle sont techniquement effectuées par la société chargée d'assurer la diffusion des programmes sur l'ensemble des émetteurs de la société RFO en Polynésie française.

Art. 36.— En cas d'incident de diffusion affectant une partie ou la totalité des réseaux d'émetteurs, la société Réseau France Outre-mer (RFO) en informe immédiatement le chargé de production. Le représentant du Conseil supérieur de l'audiovisuel ou, en son absence, le coordinateur, décide le cas échéant de la rediffusion partielle ou totale des émissions de la campagne affectées par l'incident de diffusion.

## TITRE 5 DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 37.— Les représentants du Conseil supérieur de l'audiovisuel sont Mme Maryse Brugière, directrice des programmes du Conseil, et M. Gil Moureaux, chargé de mission au Conseil.

Art. 38.— Les opérations relatives à la production et à la diffusion des émissions destinées à la campagne audiovisuelle officielle sont coordonnées par M. Yves Rambeau, directeur des relations institutionnelles de la société Réseau France Outre-mer.

Art. 39.— Le président de France Télévisions est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Paris, le 18 décembre 2007.

Pour le Conseil supérieur  
de l'audiovisuel :  
*Le président,*  
Michel BOYON.

**RECOMMANDATION n° 2007-8 du 18 décembre 2007 du Conseil supérieur de l'audiovisuel aux services de radio et de télévision diffusés en Polynésie française en vue de l'élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française des 27 janvier et 10 février 2008.**

Vu le code électoral ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 2007-1719 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française ;

Vu la loi n° 2007-1720 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française ;

Vu la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication, notamment son article 16 ;

Vu le décret n° 2007-1728 du 8 décembre 2007 portant convocation des électeurs pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'avis du gouvernement de la Polynésie française n° 1687 CM du 13 décembre 2007 ;

Après en avoir délibéré,

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel adresse à l'ensemble des services de télévision et de radio diffusés en Polynésie française la recommandation suivante qui s'applique à compter de l'ouverture de la campagne officielle, le 8 janvier 2008.

### *I - Traitement de l'actualité*

#### *1° Actualité liée à l'élection*

a) Lorsqu'il est traité d'une circonscription déterminée, les services de télévision et de radio veillent à ce que les listes de candidats, ainsi que les personnalités qui les soutiennent, bénéficient d'une présentation et d'un accès équitables à l'antenne. Ils rendent compte de toutes les listes de candidats.

b) Lorsque le traitement de cette élection dépasse le cadre d'une circonscription, les services de télévision et de radio veillent à une présentation et à un accès équitables à l'antenne des différentes forces politiques présentant des listes de candidats.

c) Les comptes rendus, commentaires et présentations auxquels donne lieu cette élection doivent être exposés par les services de télévision et de radio avec un souci constant d'équilibre et d'honnêteté. Ils veillent à ce que le choix des extraits des déclarations et écrits des candidats, des représentants de listes ou de formations politiques participant au scrutin, ainsi que les commentaires auxquels ils peuvent donner lieu, n'en dénaturent pas le sens général.

d) Les services de télévision et de radio veillent au respect du principe d'équité dans leur politique d'invitation.

#### *2° Actualité non liée à l'élection*

Les services de télévision et de radio assurent la couverture de l'actualité locale en tenant compte des équilibres politiques locaux ou régionaux.

### *II - Autres dispositions*

#### *1° Collaborateurs des services de télévision et de radio candidats*

Les collaborateurs des services de télévision et de radio candidats s'abstiennent de s'exprimer à l'antenne dans l'exercice de leur fonction à compter de l'ouverture de la campagne officielle, le 8 janvier 2008.

#### *2° Utilisation d'archives audiovisuelles comportant des images ou déclarations de personnalités de la vie publique*

Les services de télévision et de radio veillent à ce que l'utilisation d'archives audiovisuelles comportant des images ou déclarations de personnalités de la vie publique :

- ne donne pas lieu à des montages ou utilisations susceptibles de déformer le sens initial du document ;
- soit systématiquement assortie de leur source et de leur date.

#### *3° Transmission des relevés*

La société nationale de programme Réseau France Outre-mer (RFO) et la société Tahiti Nui Télévision (TNTV) transmettent chaque semaine au Conseil les relevés des temps de parole des personnalités politiques relatifs à l'élection. Les radios locales doivent pouvoir fournir au Conseil, sur sa demande, tous éléments relatifs aux temps de parole des personnalités politiques liés à l'élection.

#### *4° Conservation des enregistrements*

La société nationale de programme Réseau France Outre-mer (RFO) et la société Tahiti Nui Télévision (TNTV), ainsi que les radios locales, gardent à la disposition du Conseil les enregistrements visuels ou sonores des diverses émissions concernant la campagne électorale.

### *III - Obligations diverses*

#### *1° Publicité*

Conformément à l'article 14 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée, les émissions publicitaires radiodiffusées ou télévisées à caractère politique sont interdites.

#### *2° Propagande électorale*

Conformément au deuxième alinéa de l'article L. 49 du code électoral, à partir de la veille du scrutin à 0 heure, il est interdit de diffuser ou de faire diffuser par tout moyen de communication audiovisuelle tout message ayant le caractère de propagande électorale.

Conformément à l'article L. 52-1 du code électoral, l'utilisation à des fins de propagande électorale de tout procédé de publicité commerciale par tous moyens de communication audiovisuelle est interdite pendant les trois mois précédant le scrutin, et aucune campagne de promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion d'une collectivité ne peut être organisée sur le territoire des collectivités intéressées par le scrutin à compter du premier jour du 6e mois précédant celui-ci.

Conformément à l'article L. 52-2 du code électoral, aucun résultat de l'élection, partiel ou définitif, ne peut être communiqué au public par tout moyen de communication audiovisuelle avant la fermeture du dernier bureau de vote.

#### *3° Sondages et droit de réponse*

Conformément à l'article 11 de la loi du 19 juillet 1977 modifiée relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion, la diffusion et le commentaire de tout sondage ayant un rapport direct ou indirect avec la consultation sont interdits par quelque moyen que ce soit la veille et le jour du scrutin.

Conformément à l'article 6 de la loi du 29 juillet 1982 modifiée, les services de radio et de télévision ont l'obligation, le cas échéant, de mettre en œuvre le droit de réponse.

## 4° Jurisprudence du juge de l'élection

Les services de télévision et de radio veillent à respecter les principes dégagés par la jurisprudence du juge de l'élection.

La diffusion de propos diffamatoires, injurieux, mensongers, ou apportant des éléments nouveaux de polémique électorale, à une date ou dans des conditions rendant une réponse impossible ou inopérante, est de nature à fausser la sincérité du scrutin et à entraîner son annulation. En tout état de cause, de tels propos sont susceptibles d'entraîner, à tout moment de la campagne électorale, des sanctions administratives ou pénales, ainsi que la mise en œuvre par les services de radio et de télévision concernés d'un droit de réponse, conformément à l'article 6 de la loi du 29 juillet 1982 modifiée.

Un soutien massif et exclusif à une liste ou un candidat, qui s'analyserait comme la mise à disposition d'un temps d'antenne à des fins de propagande électorale, pourrait être de nature à fausser la sincérité du scrutin et à entraîner son annulation.

La présente recommandation sera publiée au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Paris, le 18 décembre 2007.

Pour le Conseil supérieur  
de l'audiovisuel :  
*Le président,*  
Michel BOYON.

## INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

## COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane  
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Période du 3 au 16 janvier 2008 inclus)

CODE DEVISE PAYS	DEVISES	Cours en francs pacifiques
EUR Euro .....	1 euro	119,33
USD Etats-Unis d'Amérique ...	1 dollar US	82,21
AUD Australie .....	1 dollar australien	71,78
CAD Canada .....	1 dollar canadien	83,65
CHF Suisse .....	1 franc suisse	71,53
DKK Danemark .....	1 couronne danoise	16,00
GBP Grande-Bretagne .....	1 livre sterling	163,72
HKD Hong Kong .....	1 dollar	10,54
JPY Japon .....	1 yen	0,72
NOK Norvège .....	1 couronne norvégienne	14,92
NZD Nouvelle-Zélande .....	1 dollar néo-zélandais	63,20
SEK Suède .....	1 couronne suédoise	12,60
SGD Singapour .....	1 dollar singapour	56,65
FJD Fidji .....	1 dollar fidjien	52,34
THB Thaïlande .....	1 bath	2,75
CNY Chine .....	1 yuan	11,23
KRW Corée .....	1 won coréen	0,09
IDR Indonésie .....	1 roupie indonésienne	0,01

# PARTIE NON OFFICIELLE

## ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

### TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE

1 - Jugement du 10 décembre 2007 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de Teavetua Marie-Louise MONTARON née le 10 novembre 1979 à Papeete à l'enseigne TAV PRODUCTIONS inscrite au RCS de Papeete : 40 165 A, adresse : La pointe de Matira à Bora Bora, activité : vente de services divers.

*Date de cessation des paiements* : 10 octobre 2007 ;

*Représentant des créanciers* : M. Pascal VERCIER, BP 1959 Papeete, téléphone/fax : 42 48 40 ;

*Juge-commissaire* : M. Noël COIA, BP 101 Papeete, fax 41 55 65.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

2 - Jugement du 10 décembre 2007 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de M. Gilbert CHAUSSOY, né le 31 janvier 1969 à Uturoa, Raiatea à l'enseigne ARII ENSEIGNES inscrit au RCS de Papeete : 21 231 A, adresse : Papeete, Titioro, activité : peintre d'enseignes.

*Date de cessation des paiements* : 22 novembre 2007 ;

*Représentant des créanciers* : M. Maurice BAUD, BP 4552 Papeete, téléphone : 54 22 55, fax : 54 22 56 ;

*Juge-commissaire* : Mme Poema PIDOUX, BP 101 Papeete, fax 41 55 65.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

3 - Jugement du 10 décembre 2007 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de la SARL ESPACE LOISIRS inscrite au RCS de Papeete : 5863 B, siège social : Paea, côté mer, domaine Papehuet, activité : restauration.

*Date de cessation des paiements* : 21 mai 2007 ;

*Représentant des créanciers* : M. Maurice BAUD, BP 4552 Papeete, téléphone : 54 22 55, fax : 54 22 56 ;

*Juge-commissaire* : Mme Clothilde VIRMAUX, BP 101 Papeete, fax : 41 55 65.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

4 - Jugement du 10 décembre 2007 adoptant le plan de redressement par voie de continuation en faveur de l'EURL HEIANA INFORMATIQUE, inscrite au RCS de Papeete : 03 71 B, ancien n° RCS 9305 B 03, siège social : immeuble Chonel, PK 60, Taravao.

*Durée de plan* : 10 ans ;

*Commissaire à l'exécution du plan* : M. Maurice BAUD, BP 4552 Papeete, téléphone : 54 22 55, fax : 54 22 56 ;

*Juge-commissaire* : Mme Poema PIDOUX, BP 101 Papeete, fax : 41 55 65.

5 - Jugement du 10 décembre 2007 prononçant la clôture de la procédure de redressement judiciaire de la SARL COMPTOIR COMMERCIAL de Paea, inscrite au RCS de Papeete : 2769 B, pour la réalisation du plan de cession.

6 - Jugement du 10 décembre 2007 prononçant la résolution du plan adopté le 26 juillet 2004 et ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de M. Gérard MORO, né le 31 juillet 1943 à Saint-Brieuc, Côte-d'Armor inscrit au RCS de Papeete : 34 267 A, adresse : Outumaoro, lotissement Nina Peata n° 34 à Punaauia.

*Liquidateur judiciaire* : M. Patrick ANCEL, BP 3658 Papeete, téléphone : 42 42 00, fax : 42 22 00 ;

*Juge-commissaire* : M. Noël COIA, BP 101 Papeete, fax 41 55 65.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

7 - Jugement du 10 décembre 2007 prononçant la liquidation judiciaire de Euliette ANUANU, née le 4 janvier 1965 à Uturoa à l'enseigne ENTREPRISE EULIETTE ANUANUA, inscrite au RCS de Papeete : 02 1776 A, ancien n° RCS 41797 A, adresse : Avera, PK 8, côté montagne.

*Liquidateur judiciaire* : M. Maurice BAUD, BP 4552 Papeete, téléphone : 54 22 55, fax : 54 22 56 ;

*Juge-commissaire* : Mme Poema PIDOUX, BP 101 Papeete, fax : 41 55 65.

8 - Jugement du 10 décembre 2007 prononçant la liquidation judiciaire de la SARL AMELIORATION DE L'HABITAT, inscrite au RCS de Papeete : 05 298 B, siège social : PK 3,200, côté mer à Arue.

*Liquidateur judiciaire* : M. Pascal VERCIER, BP 1959 Papeete, téléphone/fax : 42 48 40 ;

*Juge-commissaire* : Mme Poema PIDOUX, BP 101 Papeete, fax 41 55 65.

9 - Jugement du 10 décembre 2007 prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire de Wilsteve VIVISH, inscrit au RCS de Papeete : 23 370 A, pour extinction du passif.

10 - Jugement du 10 décembre 2007 prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire de la SARL ESPACE 2000, inscrite au RCS de Papeete : 5354 B, pour insuffisance d'actif.

11 - Jugement du 10 décembre 2007 prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire de l'EURL TE ORA, inscrite au RCS de Papeete : 8981 B, pour insuffisance d'actif.

12 - Jugement du 10 décembre 2007 prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire de M. Gilles FAVRAUD à l'enseigne ECT ENTREPRISE INTERFACE, inscrit au RCS de Papeete : 17 589 A, pour insuffisance d'actif.

13 - Jugement du 10 décembre 2007 prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire de la SARL ATMOSPHERE, inscrite au RCS de Papeete : 4449 B, pour insuffisance d'actif.

*Pour extrait conforme,*  
Le greffier.

#### **GEO FENUA**

**Société à responsabilité limitée**  
**au capital social de 150 000 F CFP**

**Siège social : centre Vaima, 3e étage, Papeete, Tahiti**  
**RCS Papeete : n° 07 508 B**

Suite à une assemblée générale en date du 1er décembre 2007, il résulte le changement de mention suivant :

#### *Ancienne mention*

#### *Gérance :*

M. Stéphane LESSENE, demeurant à Atiha, Moorea.

#### *Nouvelle mention*

#### *Gérance :*

- M. Stéphane LESSENE, demeurant à Atiha, Moorea ;
- M Grégory MERLE, demeurant à Punaauia, PK 18,200, côté montagne, servitude Atiraa ;
- M. Toanui RAIMBAULT, demeurant à PK 21,300, côté montagne, Paea, Tahiti.

*Pour avis,*  
Le représentant légal.

#### **GREFFE DU TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE**

Aux termes d'un acte reçu par Me Julien CHAN, notaire associé à Punaauia, en date du 5 décembre 2007, enregistré à Papeete le 6 décembre 2007, folio 155, bordereau 5695/4,

M. Jean-Jacques MOUX, anciennement dénommé Sou Team MOU, commerçant, demeurant à Punaauia (Tahiti, Polynésie française), à côté de Carrefour, veuf, non remarié, de Mme Kiaou LAU,

Fait donation à M. Jean-Claude MOU, commerçant, demeurant à Papara (Tahiti, Polynésie française), époux de Mme Micheline RATIA,

D'un fonds de commerce de négoce et vente de marchandises générales, boucher au détail et vente de pâtisserie et glaces, sis et exploité à Papara, PK 37,900, côté montagne, à l'enseigne Magasin Suzanne, pour lequel M. Jean-Jacques MOUX est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Papeete, sous le n° 885/56.

Avec l'entrée en jouissance au jour de l'acte.

Les oppositions seront reçues à l'office notarial Serge VILLET et Julien CHAN, dont le siège est à Punaauia (BP 2, cedex 01, 98717 Punaauia, tél : 50 09 09) où domicile a été élu à cet effet, et pour être valables, devront être faites par exploit d'huissier au plus tard dans les dix (10) jours de la présente et dernière insertion.

*Pour dernière insertion,*  
Le greffier en chef du tribunal mixte de commerce.

**SOCIETE GT & CO IMPORT/EXPORT**  
**Société à responsabilité limitée**  
**au capital de 1 000 000 F CFP**  
**Siège social : immeuble Aorai, Papeete**

#### *Avis de constitution*

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 26 décembre 2007, il a été constitué une société à responsabilité limitée présentant les caractéristiques suivantes :

*Dénomination sociale :* GT & CO IMPORT/EXPORT.

*Capital :* 1 000 000 F CFP, divisé en 500 parts sociales de 2 000 F CFP chacune, entièrement souscrites et libérées.

*Siège :* immeuble Aorai, Papeete.

*Objet :* Négoce, importation de tous produits en provenance de tous pays, exportation de tous produits, construction, fabrication, installation de kits maisons et impression sur tissus.

*Durée :* 99 années à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

*Gérants :* MM. Ariihaufaaturahia TIXIER et Gustave TAHUHUTERANI sont désignés statutairement en qualité de gérants pour une durée indéterminée.

*Immatriculation :* La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu au greffe du tribunal mixte de commerce de Papeete.

*Pour avis et mention,*  
Les gérants.

#### **SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE VAIOTAHU**

#### *Avis de constitution*

Avis est donné de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes :

*Dénomination :* SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE VAIOTAHU, par abréviation SCIV.

*Forme :* Société civile.

*Capital :* 50 000 F CFP.

*Siège social* : rue Edouard-Ahne, Papeete, Tahiti.

*Objet* :

- l'acquisition des biens immobiliers, maisons, terrains immeubles ;
- l'achat, la commande, les mutations, les transferts, les réquisitions, les ventes, les locations, l'importation et l'exportation, etc. ;
- la gestion ainsi que l'administration de tous biens et droits immobiliers dont la société sera propriétaire ;
- l'emprunt des fonds nécessaires aux acquisitions susrelatées et la constitution des garanties y relatives ;
- et plus généralement, la réalisation de toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à l'objet social susdécrit pourvu que ces opérations n'affectent pas le caractère civil de la société ;
- de participer et de promouvoir au développement économique du territoire et du pays, îles, îlots des cinq archipels de la Polynésie française, concernant toutes sortes d'activités sans exception pouvant se rattacher à tous secteurs public, privé et parapublic de la Polynésie française.

*Durée* : 99 années à compter de son immatriculation.

*Gérance* : M. Tuatini Mathieu MANOI, demeurant à la rue Edouard-Ahne, sera le gérant de la société nommée ci-dessus.

*Immatriculation* : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu par le greffe du tribunal mixte de commerce de Papeete.

*Pour avis et mention,*  
Le gérant.

#### EURL FORMULA

au capital social de 100 000 F CFP

RCS Papeete : n° 06285 B - N° TAHITI : 792424

#### *Avis de modification*

Avis est donné de la modification du siège social et de la nomination d'un nouveau gérant non associé :

#### *Art. 4. — Siège social :*

##### *Ancienne mention :*

Le siège social est fixé à avenue du Prince-Hinoui, immeuble Moutet, Papeete, Tahiti, Polynésie française. Il pourra être transféré en tout autre lieu de la même ville par simple décision de la gérance et en tout autre endroit suivant décision collective extraordinaire des associés.

##### *Nouvelle mention :*

Le siège social est fixé à rue Marcq-Blond-de-Saint-Hilaire, Fariipiti, Papeete. Il pourra être transféré en tout autre lieu de la même ville par simple décision de la gérance et en tout autre endroit suivant décision collective extraordinaire des associés.

#### *Nomination de gérant*

Suite à la démission le 30 octobre 2007 du gérant statutaire M. François PENILLA Y PERELLA, Mme Cyria MORGANT a été nommée gérante non associée de la société.

La durée de ses fonctions n'est pas limitée mais l'assemblée générale des associés pourra mettre fin au mandat de la gérante sous réserve d'un préavis de 2 mois.

Mme Cyria MORGANT a déclaré accepter les fonctions qui lui sont conférées.

La gérance.

### CONFEDERATION SYNDICALE NA HUIARII TOO HIVA DES PROPRIETAIRES TERRIENS REUNIS EN SOCIETES CIVILES IMMOBILIERES

*Mise en place du conseil exécutif*  
(10 décembre 2007)

#### COMITE EXECUTIF

Président-directeur général	: TEHARURU Yannick
Vice-président	: TEMARIAUNA Tonina
Secrétaire	: KAVERA Gianna
Secrétaire adjoint	: NGATATA Taupe
Trésorière	: REREAO Christelle
Trésorier adjoint	: MAI John
Commissaires aux comptes	: TEHARURU Marie-Hélène MANOI Tuatini TEHARURU René TUHAKAMARU Turiano
Assesurs	: HAOA Lily VANE Christine WAN Jean KAVERA Raimana TEHARURU Daniel HAOA Niniura FAREOITI Oehau TAHI Tinomana

### ANNONCES DIVERSES

#### ASSOCIATION TEAM MATA ARE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(15 décembre 2007)

Président	: TEARIKI Ralph
Vice-président	: TEARIKI Vaiarii
Secrétaire	: HENRIOU Raimana
Secrétaire adjointe	: TEARIKI Hélène
Trésorier	: TIMIONA Tumoana
Trésorier adjoint	: HERVE Heirani

#### ASSOCIATION TE U'I TAIARAPU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(16 novembre 2007)

Président	: TAUPUA Tamatea
Vice-président	: TETUMU Thierry
Secrétaire	: TAPUTUARAI Frédéric
Secrétaire adjointe	: DELIGNY Christelle
Trésorière	: WASNA Angélique
Trésorier adjoint	: CASSART Maud
Assesurs	: PIA Tinomana TETUMU Guylaine TEUIRA Valérie TAATAE Tehau GATIEN Antoine

### ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES TAEKWONDO PIRAE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(26 novembre 2007)

Président	: MAIRAU Heifara
Vice-présidente	: TEMANUPAIOURA Heifara
Secrétaire	: POIA Séphora
Trésorière	: TEIHOTAATA Patricia
Assesseurs	: MAIRAU Vaihere CHIN Victor POIA Teriitua

### ASSOCIATION ARTISANALE FARE OPARO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(11 septembre 2007)

Présidente	: FARAIRE Tamaterai
Vice-présidente	: NARII Poe
Secrétaire	: TAMATA Ida
Secrétaire adjointe	: JEAN Germaine
Trésorière	: LEDARD Ritia
Trésorière adjointe	: VARNEY Clara
Assesseurs	: MAKE Pikipua ANGIA Tamati

### ASSOCIATION A VOCATION MULTIPLE TE MAU MAMA NO FAATOAI TOA MOOREA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(30 novembre 2007)

Présidente d'honneur	: NEHEMIA Eliane
Président	: TEMAURI Arai
Vice-présidente	: TERAITURI Maheata
Secrétaire	: AHUPU Paul
Secrétaire adjointe	: TANERII Sindy
Trésorière	: FAATAU Odette
Trésorier adjoint	: TEMAURI Tamatea
Commissaires aux comptes	: TEUPOO Odette TEIHOARII Valentino

### ASSOCIATION TO TATOU AI'A

MODIFICATION DU BUREAU :  
(27 novembre 2007)

Président	: TONG SANG Gaston
Vice-présidents	: BOUISSOU Jean-Christophe LEVY-AGAMI Sandra MARAEURA Teina SCHYLE Philip TANSEAU Robert VERNAUDON Béatrice VERNAUDON Emile
Secrétaire	: LEJEUNE Guy
Trésorier	: GIRAUD Christophe

### ASSOCIATION RAROMATAI AIKIDO - DOJO UTUROA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(28 septembre 2007)

Président	: FAMIBELLE Julien
Vice-président-secrétaire	: FOURNY Didier
Trésorière	: FAMIBELLE Sandrine

### CLUB 89 DE POLYNESIE FRANÇAISE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(6 septembre 2007)

Présidente	: ANDRE Sylvie
Vice-présidents	: MAROUN Joseph REICHART Jules
Secrétaire	: CHEVRIER Jean
Secrétaire adjoint	: CASTAING Philippe
Trésorier	: GASPERMENT Daniel
Trésorier adjoint	: BOILEAU François

### ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE SAINT-MICHEL

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(13 novembre 2007)

Président	: CHAGNE Johnny
Vice-présidente	: LORPHELIN Isabella
Secrétaire	: VANE Leila
Trésorière	: WARTEL Wendy
Archiviste	: BERTRAND Patricia
Membres	: FERRIER Marylène PARODI Roger

### ASSOCIATION HITIMANO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(10 novembre 2007)

Présidente	: TERIIRERE Anita
Vice-président	: VAIRAA Alphonse
Secrétaire	: VAIRAA Christiane
Secrétaire adjointe	: VAIRAA Christelle
Trésorière	: VAIRAA Movita
Trésorier adjoint	: VAIRAA Ronald

### ASSOCIATION TE HINE NO ROTUI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(10 décembre 2007)

Présidente d'honneur	: RICHMOND Rose
Présidente	: TAAVIRI Francesca
Vice-président	: VAN BASTOLAER Christopher
Secrétaire	: MARITERAGI Florence
Secrétaire adjointe	: AGNIE Barbara
Trésorière	: MAHINEPEU Clarita
Trésorière adjointe	: TEMAURI Pori
Assesseurs	: TEIPOARII Laurence TERIITAUMIHAU Marc TEMAURI Mimosa YOU SING Salvine

### ASSOCIATION SPORTIVE OLYMPIQUE MOTOI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(19 novembre 2007)

Président	: OPUU Georges
Vice-président	: MARÉ William
Secrétaire	: MOU-SING Hilda
Secrétaire adjointe	: MOETAUA Marie-Anne
Trésorier	: TEHEIURA Charli
Trésorier adjoint	: VIRASSAMY Teuira



**ASSOCIATION HEIVA DES SCIENCES (HDS)**

*Modification de statuts*  
(30 novembre 2007)

*Objet de l'association* : Aide à la recherche et à la diffusion scientifique.

L'association souhaite, d'une part, aider les chercheurs qui participent et des actions de promotion, la recherche auprès du grand public et, d'autre part, apporter un soutien logistique lors de leurs actions de recherche au sein de leur institut ou entreprise.

Son siège social est situé à Faa'a, Université de la Polynésie française.

**ASSOCIATION FARE VIETNAM TAHITI**  
(Récépissé n° 1866 DRCL du 21 décembre 2007)

Extraits de statuts

Il est fondé le 10 décembre 2007, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée FARE VIETNAM TAHITI.

Elle a pour but :

- d'intervenir bénévolement au Vietnam en soutenant les institutions et structures préexistantes ;
- d'aider les enfants à mener une scolarité et une vie dans des conditions décentes ;
- d'aider de façon bénévole à l'amélioration des conditions de vie pour des populations démunies ;
- d'acheminer des médicaments et du matériel en rapport avec la santé ;
- d'organiser ou de participer à la formation technique et au développement ;
- d'organiser ou de participer à toute manifestation, ventes ou œuvres de charité diverses permettant de concourir à ces buts.

Son siège social est fixé à Papeete.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: BERNADIE Rudy
Vice-président	: TRAN QUANG Thai
Secrétaire	: NGUYEN THI Tuyet Lan.
Trésorière	: DANG THI Tra My

**ASSOCIATION TAHITI ET SES RICHESSES**  
(Récépissé n° 1849 DRCL du 20 décembre 2007)

Extraits de statuts

Il est constitué le 12 décembre 2007, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée TAHITI ET SES RICHESSES.

Elle a pour but :

- d'encourager la production et la vente de produits et services polynésiens vers l'extérieur ;

- de participer à la promotion des produits polynésiens sur les marchés nationaux et internationaux par le biais d'organisation de foires et salons nationaux et internationaux ;
- de représenter la Polynésie à l'occasion de manifestations commerciales extérieures ;
- d'organiser la participation de ses membres à la foire internationale de Paris.

L'association s'interdit toute prise de position ou ingérence dans le domaine religieux et politique.

Son siège social est fixé à Paea, Tahiti.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: BRANDER Yvette
Vice-présidente	: HENNEBOIS Magali
Secrétaire	: TEMAURI Vaihere
Trésorier	: PAOFAI Vaiturai

**ASSOCIATION TE U'I ARII'MIHI**  
(Récépissé n° 1845 DRCL du 24 décembre 2007)

Extraits de statuts

Il est fondé le 24 octobre 2007, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi de 1901 dénommée TE U'I ARII'MIHI.

Elle a pour but :

- d'effectuer toutes recherches et démarches relatives à l'histoire du patrimoine du royaume du Pacifique, et notamment toutes généalogies, contes et légendes, livres, films, etc. ;
- de conserver et promouvoir le patrimoine culturel maohi au travers du savoir-faire ancestral ;
- d'organiser toutes manifestations culturelle en vue du rapprochement des communautés du Pacifique constituant le triangle polynésien ;
- de défendre les intérêts de ses membres et adhérents vis-à-vis des tiers.

Son siège social est fixé au lotissement Erima, lot n° 44 G, à Arue.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: TETUA Ariimihi
Présidente	: SOMMERS Marina
Vice-présidente	: DUSSON FOUNG
Secrétaire	: DAUPHIN Heimata
Secrétaire adjoint	: DEXTER Maramanui
Trésorière	: TUEIRA Guenola
Trésorière adjointe	: TUTTEAMARU-KAVERA Lolita

**ASSOCIATION TAPUTO TAMA**  
(Récépissé n° 1830 DRCL du 18 décembre 2007)

Extraits de statuts

Il est constitué le 23 novembre 2007, conformément aux dispositions de la loi du 1er juillet 1901, une association dénommée TAPUTO TAMA.

Elle a pour but :

- l'aide au développement et à la promotion du judo à Mahina ;
- la participation au financement des déplacements des judokas de Mahina ;
- la participation à l'amélioration de la pratique du judo ;
- de favoriser la solidarité entre les judokas et les familles de judokas de Mahina ;
- de favoriser toute activité susceptible d'apporter un soutien utile aux judokas de Mahina ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Son siège social est fixé au PK 12,500, côté montagne, vallée de Ahonu, Mahina.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: POKARA Eli
Vice-président	: COFFINET Michel
Secrétaire	: MATYN Serge
Secrétaire adjointe	: FOURNY Catherine
Trésorière	: COFFINET Teromita
Trésorière adjointe	: DUCLOS Béatrice

#### ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE TEVAIHOPU ET MOENOA

(Récépissé n° 1539 DRCL du 21 décembre 2007)

##### Extraits de statuts

Il est fondé le 20 septembre 2007, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE TEVAIHOPU ET MOENOA.

Elle a pour but :

- de renforcer et conserver les liens entre élèves, enseignants, parents, la commune, le territoire et l'Etat... ;
- d'accentuer la motivation de chaque parent dans la vie scolaire ;
- de mettre en place toutes formes d'actions en faveur des enfants des établissements scolaires Tevaihopu et Moenoa.

Son siège social est fixé à Tiarei, PK 28,300, côté mer.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TEMANUPAIOURA Yolanda
Vice-présidente	: MAC CARTH/AMINI Edwige
Secrétaire	: BORDAS Annie
Trésorière	: RATARO Lawaina
Assesseurs	: COLOMBANI Mireille LICHENG Lydia

#### ASSOCIATION FAMILIALE DES DESCENDANTS DE MATE A TAUTU ET DE TATAI A TUTOO

(Récépissé n° 1878 DRCL du 27 décembre 2007)

##### Extraits de statuts

Il est formé le 8 décembre 2007, entre les soussignés et toute autre personne adhérant aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et par les présents statuts dénommée ASSOCIATION FAMILIALE DES DESCENDANTS DE MATE A TAUTU ET DE TATAI A TUTOO.

Elle a pour but :

- de regrouper la descendance de Mate a Tautu et de Tatai a Tutoo ;
- d'agir et de défendre les intérêts de Mate a Tautu dans les biens de Hutiti a Tautu ;
- d'intervenir auprès des autorités compétentes pour faire connaître les droits des propriétaires ;
- de défendre les intérêts et les biens des terres sises dans la vallée Teahatea contre tout projet tendant à leur causer un préjudice quelconque ;
- en général, de prendre toutes mesures utiles pour la sauvegarde des intérêts des descendants aux présents statuts.

Son siège social est fixé à Papeari, PK 52,300, côté mer.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: TEREMATE Marie-Louise TAUTU FAAFATUA Mate MARUHI Louise
Président	: TAAVIRI Ralph
Vice-présidente	: TEREMATE Jacinthe
Secrétaire	: WONG PO Turia
Secrétaire adjoint	: TAUTU Timi
Trésorier	: TEREMATE Ruben
Trésorier adjoint	: FAAFATUA Hiro

#### ASSOCIATION TAMA NO PAOFAL

(Récépissé n° 1403 DRCL du 27 décembre 2007)

##### Extraits de statuts

L'ASSOCIATION TAMA NO PAOFAL, fondée le 27 septembre 2007, a pour but de former à la responsabilité, au civisme et à l'autonomie par la pratique d'activités physiques, sportives et de pleine nature, et d'activités socioculturelles dans le cadre d'un fonctionnement démocratique. Elle contribue à l'éducation globale des enfants.

Elle est affiliée à l'Union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP), association constituée au sein de l'Union française des œuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP), section sportive et de pleine nature de la Ligue française de l'enseignement de l'éducation permanente.

Elle participe aux rencontres, épreuves et manifestations organisées ou contrôlées par l'USEP.

Son siège social est fixé à l'école Paofai.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: BRYANT Jacques
Secrétaire	: DARIUS Irène
Trésorier	: LAU FAT Francis

#### ASSOCIATION ARTISANALE TE RIMA NO HERAI (Récépissé n° 1760 DRCL du 27 décembre 2007)

##### Extraits de statuts

Il est constitué le 15 novembre 2007, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION ARTISANALE TE RIMA NO HERAI.

Elle a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de Arue :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;

- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Arue, dans l'annexe du service de la jeunesse To Tatou Fare.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: MAHAGA Justine
Vice-présidente	: FIRUU Véronique
Secrétaire	: TEIVAO Roselyne
Secrétaire adjointe	: TERIIURA Pauline
Trésorière	: GINESTE Mireille
Trésorière adjointe	: TAHIRORI Eri
Membre	: MAHAGA Tiihiva

## LOTO NATIONAL

### LOTO NATIONAL N° 103

Premier tirage du mercredi 26 décembre 2007 :

**14 27 33 35 39 41**

Numéro complémentaire : **43**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	90 337 708
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	6	1 573 758
5 bons numéros.....	319	102 613
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	696	5 704
4 bons numéros.....	13 843	2 852
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	16 894	644
3 bons numéros.....	235 301	322

Deuxième tirage du mercredi 26 décembre 2007 :

**8 9 11 16 28 40**

Numéro complémentaire : **22**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	2	97 620 644
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	10	946 073
5 bons numéros.....	395	83 365
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	995	3 818
4 bons numéros.....	20 696	1 909
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	27 052	404
3 bons numéros.....	356 932	202

**Joker + : 4 652 392**

### LOTO NATIONAL N° 104

Premier tirage du samedi 29 décembre 2007 :

**25 26 31 32 48 49**

Numéro complémentaire : **29**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	2	82 650 477
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	4	4 169 630
5 bons numéros.....	440	134 439
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	1 045	6 180
4 bons numéros.....	23 546	3 090
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	29 664	620
3 bons numéros.....	446 672	310

Deuxième tirage du samedi 29 décembre 2007 :

**8 10 13 27 35 41**



Numéro complémentaire : **48**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	0	0
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	12	1 438 031
5 bons numéros.....	544	109 606
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	1 382	4 724
4 bons numéros.....	30 790	2 362
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	35 939	500
3 bons numéros.....	554 879	250

**Joker + : 0 528 476**

# EURO MILLIONS

Vendredi 28 décembre 2007 - N° 52

20 21 22 31 45  

Bons numéros	Bonnes étoiles	Nombre de gagnants en France	Nombre de gagnants en Europe	Gains (pour 250 F CFP)
5 +	☆ ☆	0	0	0
5 +	☆	0	3	106 901 873
5		0	5	18 202 207
4 +	☆ ☆	19	80	812 589
4 +	☆	239	1 036	41 825
4		310	1 605	18 890
3 +	☆ ☆	902	3 644	11 885
3 +	☆	12 835	55 743	3 961
2 +	☆ ☆	13 469	56 680	3 353
3		20 041	87 362	2 326
1 +	☆ ☆	76 836	321 021	1 360
2 +	☆	202 858	873 452	1 181

**Joker + : 4 146 513**

# KENO

Lundi 24 décembre 2007

*1er tirage*

Jackpot : 9 70 87 84 — Joker + : 8 136 075

7	11	14	21	22	23	25	27	43	47
49	53	56	58	59	60	61	62	63	64

Multiplicateur : x 2

*2e tirage*

Jackpot : 3 20 53 90 — Joker + : 4 013 801

11	14	17	18	25	26	30	32	36	37
38	40	47	49	50	51	59	62	63	66

Multiplicateur : x 4

Mardi 25 décembre 2007

*1er tirage*

Jackpot : 2 85 09 86 — Joker + : 0 074 850

2	4	7	13	15	16	18	19	28	33
35	39	40	41	42	43	49	53	54	60

Multiplicateur : x 1

*2e tirage*

Jackpot : 3 70 80 49 — Joker + : 8 712 066

1	10	14	15	16	21	22	30	33	44
45	47	50	56	57	59	60	66	68	70

Multiplicateur : x 2

Mercredi 26 décembre 2007

*1er tirage*

Jackpot : 2 17 94 47 — Joker + : 3 314 202

3	5	8	10	14	15	17	21	22	28
33	34	36	47	50	51	55	56	63	67

Multiplicateur : x 2

*2e tirage*

Jackpot : 8 41 50 71 — Joker + : 4 652 392

1	2	3	6	14	16	19	21	34	35
36	38	40	47	51	52	55	61	65	66

Multiplicateur : x 1

Jeudi 27 décembre 2007

*1er tirage*

Jackpot : 3 33 86 13 — Joker + : 7 321 250

1	2	5	9	12	17	19	26	37	48
49	51	57	60	62	65	66	67	68	69

Multiplicateur : x 3

*2e tirage*

Jackpot : 3 04 82 95 — Joker + : 7 654 655

2	4	7	12	16	19	20	25	26	29
32	34	36	43	47	50	53	54	64	66

Multiplicateur : x 1

Vendredi 28 décembre 2007

*1er tirage*

Jackpot : 8 53 62 16 — Joker + : 6 590 318

1	2	7	13	15	18	29	30	32	33
41	49	50	51	56	58	62	63	64	65

Multiplicateur : x 1

*2e tirage*

Jackpot : 6 13 35 07 — Joker + : 4 146 513

3	4	5	6	13	19	20	22	26	33
37	44	47	49	50	54	55	60	63	70

Multiplicateur : x 3

Samedi 29 décembre 2007

*1er tirage*

Jackpot : 3 10 09 22 — Joker + : 0 508 499

1	6	16	23	27	28	31	37	38	41
49	53	57	58	61	62	63	67	68	70

Multiplicateur : x 1

*2e tirage*

Jackpot : 3 58 33 12 — Joker + : 0 528 476

1	2	6	7	13	15	17	22	25	27
30	31	32	38	41	44	50	55	57	66

Multiplicateur : x 1

Dimanche 30 décembre 2007

*1er tirage*

Jackpot : 7 35 67 93 — Joker + : 5 274 625

6	8	14	17	18	19	20	21	23	28
42	43	47	50	52	53	54	58	62	66

Multiplicateur : x 3

*2e tirage*

Jackpot : 4 59 61 49 — Joker + : 6 799 776

3	6	7	8	10	11	19	28	33	34
36	48	49	56	57	58	60	62	67	70

Multiplicateur : x 1

